

Avant-propos

Depuis le second semestre de l'année 2014, à l'instar des autres pays exportateurs de pétrole, le Gabon connaît une forte baisse des recettes d'exportation, une baisse du niveau des réserves de change et des déséquilibres sur la balance de paiements avec des fortes répercussions sur l'économie et les finances publiques.

Dans l'objectif de corriger ces déséquilibres, le Gouvernement, avec le concours du Fonds Monétaire International (FMI), a mis en œuvre un plan de relance de l'économie pour une durée de trois ans (2017-2019).

Le plan de relance répond clairement aux très hautes instructions du Président de la République, Chef de l'Etat, qui vise à poursuivre la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), tout en y apportant des ajustements nécessaires qu'imposent les difficultés économiques du moment.

C'est dans ce cadre que s'inscrit désormais la production des rapports trimestriels d'exécution budgétaire, en respect des principes de reddition des comptes et de transparence, dans la mise en œuvre des politiques publiques, conformément aux dispositions de la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015, relative aux lois de finances et à l'exécution du Budget.

Le présent rapport d'exécution qui retrace les opérations d'engagement et d'ordonnancement, effectuées au cours du troisième trimestre 2017, vise à informer le Parlement et les administrés, aux fins de contrôler et d'apprécier le niveau ainsi que la qualité d'exécution de notre Budget, au regard de la loi de finances votée, à l'aune des objectifs politiques du Gouvernement.

Le Ministre d'Etat, Ministre du Budget
et des Comptes Publics



Jean Fidèle OTANDAULT

SOMMAIRE

SYNTHESE	5
SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 30 SEPTEMBRE 2017	6
I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL	7
II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (HORS COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE)	8
III. LES COMPTES SPECIAUX	15
IV. LES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	16
CONCLUSION	18
PRECISIONS METHODOLOGIQUES	19
ANNEXES	20
Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget général de l'Etat (en millions de F.CFA)	21
Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en F.CFA)	22
Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA).....	23
Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire.....	24
(en F.CFA)	24
Annexe 5 : Récapitulatif des mouvements intervenus en gestion au cours du troisième trimestre 2017 (en F.CFA)	25
Annexe 6 : Présentation détaillée des dépenses par missions/programmes (en F.CFA)	35
Annexe 7 : Présentation détaillée du budget de l'Etat par grande nature de dépenses (en F.CFA)	43
Annexe 8 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de F.CFA).....	44
Annexe 9 : Présentation des comptes spéciaux	45
(en millions de F.CFA).....	45
Annexe 10 : Dépenses sociales (hors titre 2).....	46

SYNTHESE

Solde

Le solde budgétaire d'exécution au 30 septembre 2017 s'établit à **247,7 milliards de Francs CFA**, soit un niveau supérieur par rapport au solde d'exécution à la même période l'an dernier (**-177,4 milliards de Francs CFA**).

Cet excédent budgétaire s'explique au niveau des recettes par la bonne performance des activités du secteur primaire au cours des neuf premiers mois de l'année, tandis que de façon générale, les dépenses de l'Etat ont été contenues dans l'attente de la mise en place de la loi de finances rectificative (LFR) 2017 intervenue dans le cadre du programme de relance économique (PRE) conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Dépenses

A fin septembre, les dépenses du budget général¹ ont atteint **945,8 milliards de Francs CFA**, soit un taux d'exécution de 51% par rapport à la LFR. Ce niveau de dépenses est supérieur à celui observé sur la même période en 2016 qui était de **886,5 milliards de Francs CFA**.

Il est à noter que cette performance intègre également les règlements des instances des exercices antérieurs, pour **24,3 milliards de Francs CFA**.

Recettes

Les recettes du budget général s'établissent à **1 193,5 milliards de Francs CFA**, soit un taux d'exécution de 70%. Ce taux est supérieur à celui de l'année dernière à la même période (54 %). Ce résultat s'explique essentiellement par le relèvement des cours internationaux des matières premières, notamment le pétrole dont les prix enregistrent une hausse de 42% par rapport à 2016, ceci malgré la baisse continue de la production.

Comptes spéciaux

Le solde global des comptes spéciaux est négatif (**-24,8 milliards de Francs CFA**). Bien que l'encaissement des recettes reste quasiment en ligne avec les prévisions sous-jacentes à la LFR (71%). Les dépenses demeurent cependant élevées, en raison principalement d'une sous-évaluation des prévisions des recettes des comptes d'affectation spéciale (CAS) Pensions et Promotion du sport.

Au troisième trimestre, les recettes du CAS « Promotion du sport » ont couvert les dépenses liées aux préparatifs des manifestations sportives.

¹ Il s'agit ici des dépenses effectivement payées.

SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 30 SEPTEMBRE 2017

Tableau 1: Tableau de suivi de l'exécution, comparé à l'article d'équilibre de la loi de finances (en Millions de FRANCS CFA)

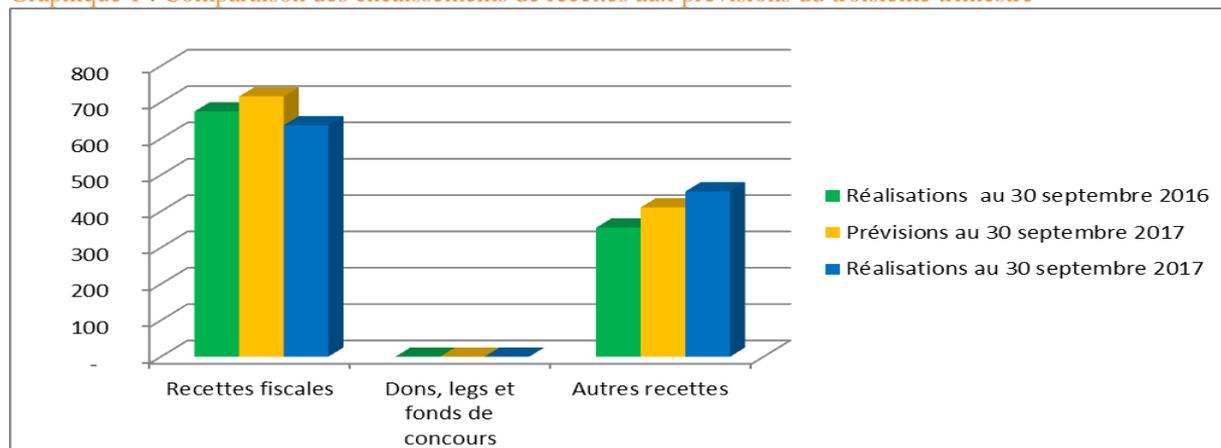
Recettes					Budget général					Dépenses					Solde	
	LFR 2017	Réalisations à fin juin	Réalisations à fin septembre	% exécution		LFR 2017	Montant exécuté à la fin du 1er trimestre	Montant exécuté à la fin du 2ème trimestre	Montant exécuté à la fin du 3ème trimestre	% exécution	LFR 2017	Fin septembre				
Titre 1. Recettes fiscales	1 007 651	460 174	654 299	65%	Titre 1. Charges financières de la dette	249 048	10 434	84 990	121 881	49%						
Titre 2. Dons, legs et fonds de concours	4 807	1 000	0	0%	Titre 2. Dépenses de personnel (hors prestations sociales)	666 898	171 286	357 246	483 346	72%						
Titre 3. Cotisations sociales	24 602			0%	Titre 3. Dépenses de biens et services	251 296	11 158	42 872	79 455	32%						
Titre 4. Autres recettes	640 540	311 802	454 581	71%	Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions)	191 213	23 638	115 478	124 614	65%						
Recettes à répartir*		13 348	40 636		Titre 5. Dépenses d'investissement dont finex	436 607	8 995	48 433	65 488	15%						
					Titre 6. Autres dépenses	275 407	7 680	36 626	44 949	16%						
						30 000	734	1 074	2 145	7%						
A. Total des recettes pour le budget général	1 652 999	786 324	1 149 516	70%	A. Total des dépenses pour le budget général	1 825 062	226 245	650 093	876 929	48%	-172 063	272 587				
Comptes d'affectation spéciale (CAS)																
Comptes "Pensions"	24 602	13 617	20 226	82%	Comptes "Pensions"	24 602	14 141	28 513	43 626	177%						
Titre 3. Cotisations sociales	24 602	13 617	20 226	82%	Titre 2. Dépenses de personnel	24 602	14 141	28 513	43 626	177%						
Compte "Prestations familiales et sociales"	18 500	5 390	14 776	80%	Compte "Prestations familiales et sociales"	18 500	3 086	6 188	14 737	80%						
Titre 3. Cotisations sociales	18 500	5 390	14 776	80%	Titre 2. Dépenses de personnel (cotisations sociales)	18 500	3 086	6 188	14 737	80%						
Compte "Promotion audiovisuelle et cinématographique"	4 376		24	1%	Compte "Promotion audiovisuelle et cinématographique"	4 376				0%						
Redevance audiovisuelle	4 376		24	1%	Promotion des industries de communication et cinématographique	4 376				0%						
Compte "Promotion du sport"	7 708	7 889	8 921	116%	Compte "Promotion du sport"	7 708	4 461	10 539	10 539	137%						
Titre 1. Recettes fiscales	7 708	7 889	8 921	116%	Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions)	7 708	4 461	10 539	10 539	137%						
Taxes sur les jeux de hasard	591		287	49%												
Droits d'accises	7 117		8 634	121%												
Compte "Formation pour l'emploi"	6 432		56	1%	Compte "Formation pour l'emploi"	6 432				0%						
Taxes de formation professionnelle	6 432		56	1%	Perfectionnement et reconversion professionnelle											
B. Total des recettes pour les comptes spéciaux	61 618	26 896	44 003	71%	B. Total des dépenses pour les comptes spéciaux	61 618	21 688	45 240	68 902	112%	0	-24 899				
C. TOTAL RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT	1 714 617	813 220	1 193 519	70%	C. TOTAL DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT	1 886 680	247 933	695 333	945 831	50%	-172 063	247 688				
Solde budgétaire global											-172 063	247 688				
Solde budgétaire de base											-172 063	247 688				

Source : DGBFiP

I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Pour un objectif prévisionnel en LFR de **1 714,6 milliards de Francs CFA**, le montant total des ressources du budget de l'Etat atteint **1 193,5 milliards de Francs CFA**, soit un taux de réalisation de 70% au 30 septembre 2017. Comparées à la même période de 2016 (**1 081 milliards de Francs CFA**), les recettes du budget de l'Etat sont en augmentation de près de **112,5 milliards de Francs CFA**, soit une hausse de 10,4%.

Graphique 1 : Comparaison des encaissements de recettes aux prévisions du troisième trimestre



Source : DGCP/DGBFiP

Le montant des recettes fiscales encaissé à la fin du troisième trimestre 2017 est de **663,3 milliards de Francs CFA** (y compris les recettes fiscales affectées aux comptes spéciaux), soit 65% des prévisions arrêtées dans la LFR à **1 026,1 milliards de Francs CFA**. Malgré un meilleur rendement par rapport à 2016, les recettes fiscales demeurent relativement faibles du fait du ralentissement de l'activité économique observé depuis le dernier trimestre de l'année 2016. A cela s'ajoute l'attentisme des ménages, malgré le maintien des mesures de soutien au pouvoir d'achat notamment les opérations de lutte contre la vie chère.

Au deuxième trimestre 2017, l'IS hors pétrole observait une hausse par rapport à juin 2016. A fin septembre 2017, celui-ci s'exécute à 80% pour se situer à **161,2 milliards de Francs CFA**. Soit une augmentation de 28% par rapport à septembre 2016. Ce niveau d'exécution s'explique par le bon rendement des revenus du domaine forestier.

En dépit de la mise en application des mesures de lutte contre le secteur informel, l'impôt sur les personnes physiques s'établit à **71,6 milliards de Francs CFA**, soit un résultat inférieur de **27,7 milliards de Francs CFA** comparés à septembre 2016.

Les recettes douanières sont recouvrées pour **182,5 milliards de Francs CFA**, soit près de **20 milliards de Francs CFA** en retrait par rapport à fin septembre 2016. Cette moins-value se justifie par la baisse des importations du fait de la contraction de la demande intérieure, par le retard accusé dans la mise en œuvre des mesures qui sous-tendent les prévisions de la LFR 2017 et enfin, par les grèves du personnel des régies financières ayant perturbé l'activité du cordon douanier.

Toutefois, deux facteurs ont permis de contenir cette diminution des importations nominales à fin septembre 2017 :

- une maîtrise de la gestion des exonérations traduite par une chute (-37,25%) de la dépense fiscale relativement plus importante que celle des importations ;
- une amélioration de l'action en recouvrement, justifiée par les règlements par SOGARA de sa dette vis à vis de l'Etat.

La loi de finances initiale (LFI) de l'année 2017 a prescrit à l'Administration des Douanes un objectif de recettes de **368,29 milliards de Francs CFA**. Au regard de la situation économique du pays et de l'exécution budgétaire en début d'année 2017, les hypothèses macroéconomiques ont été réajustées et les objectifs de recettes douanières revus à la baisse pour s'établir à **321 milliards de Francs** dans la LFR.

Le montant cumulé des recettes douanières attendues à fin septembre 2017 est estimé à près de **221,5 milliards de Francs CFA**, pour une réalisation de **182,5 milliards de Francs CFA** de recouvrements effectifs, soit une moins-value de **39 milliards de Francs CFA**, pour un taux de réalisation sur la prévision à fin septembre 2017 de 82,4%.

Les recettes non fiscales quant à elles augmentent de 30,63 % par rapport à septembre 2016 (**489,6 contre 374,8 milliards de Francs CFA en 2016**). Cette hausse est essentiellement attribuable aux recettes exceptionnelles issues des pénalités environnementales et au relèvement des cours des matières premières, notamment le pétrole, où l'on enregistre une hausse de 42% par rapport à 2016, malgré la baisse observée de la production pétrolière.

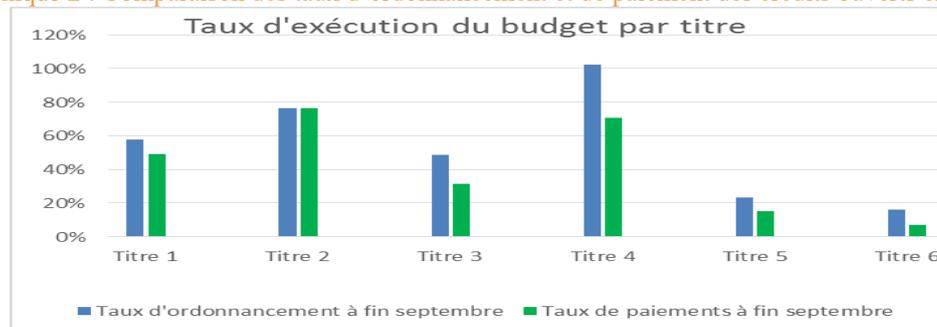
II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (HORS COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE)

1) Analyse par titre de la dépense

Les montants des ordonnancements et des paiements atteignent respectivement **1 111,1 et 945,8 milliards de Francs CFA** au 30 septembre 2017, soit des taux d'exécution de 59% et 51%. Le taux d'ordonnancement est légèrement supérieur à celui observé à la même période en 2016 (58 %). En revanche, le niveau des paiements a baissé par rapport à 2016 (58%).

Au total, malgré une maîtrise des charges de l'Etat, l'exécution à fin septembre 2017 affiche quand même une accumulation d'instances de 36% sur les dépenses ordonnancées hors dette, salaires et comptes spéciaux.

Graphique 2 : Comparaison des taux d'ordonnancement et de paiement des crédits ouverts en LFR²



Source : DCGPCT

² Pour rappel : Titre 1. Charges financières de la dette ; Titre 2. Dépenses de personnel ; Titre 3. Dépenses de biens et services ; Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions) ; Titre 5. Dépenses d'investissement ; Titre 6. Autres dépenses

- **Les charges financières de la dette (titre 1)**

Le service de la dette comprend le remboursement du capital et le paiement des intérêts et commissions.

Lorsque l'Etat emprunte, puis rembourse sa dette, il ne s'agit que de mouvements de trésorerie qui sont neutres *in fine* pour les dépenses. Seuls les intérêts constituent de véritables dépenses budgétaires retracées ici dans le titre 1³.

Prévus à **249 milliards de Francs CFA**, les règlements intervenus sur ce titre s'élèvent à près de **121,8 milliards de Francs CFA**, composés de **52,7 milliards de Francs CFA** d'intérêts extérieurs et **69,1 milliards de Francs CFA** d'intérêts intérieurs dont **12,9 milliards de Francs CFA** d'agios BEAC et **6,3 milliards de Francs CFA** d'intérêts sur les Bons du Trésor Assimilables (BTA).

- **Les dépenses de personnel (titre 2)⁴**

Pour un effectif de 105 313 agents de l'Etat au troisième trimestre 2017 contre un effectif de 105 915 agents à la même période en 2016, le montant des paiements des dépenses de personnel s'élève à **541,7 milliards de Francs CFA** (dont **14,7 milliards de Francs CFA** au titre des prestations familiales), soit un taux d'exécution de 76%, en baisse de **12,7 milliards de Francs CFA** par rapport à 2016. Le niveau d'exécution atteint reste conforme aux prévisions inscrites en LFR 2017.

Tableau 2: Effectifs et masse salariale (en millions de Francs CFA) à fin septembre 2017

	LFR 2017	1er trimestre 2017	2ème trimestre 2017	3ème trimestre 2017	LF 2016	3ème trimestre 2016
Effectifs des ministères et institutions	106 095	105 583	105 666	105 313	101 794	105 915
Masse Salariale	666 898	161 453	162 000	165 470	646 610	166 626

Source : Direction de la Solde

- **Les dépenses de biens et services (titre 3)**

Prévues à **251,3 milliards de Francs CFA**, les dépenses de biens et services ont été ordonnancées à hauteur de **122,3 milliards de Francs CFA**, soit un taux d'exécution de 49 %. Ce taux d'exécution est inférieur à celui réalisé à la même période l'année dernière (62%).

Les paiements effectués sur ce titre à fin septembre s'élèvent à **79,5 milliards de Francs CFA** soit un taux de règlement de 32% par rapport à la LFR.

Les dépenses de transferts (titre 4)

Les dépenses de transferts ont été ordonnancées à hauteur de **195,9 milliards de Francs CFA** sur une prévision de **191,2 milliards de Francs CFA** (y compris les CAS). Sur ces montants, **135,1 milliards de Francs CFA** ont effectivement été payés, soit un taux d'exécution de 71%.

Les dépenses les plus significatives représentent **81,2 milliards de Francs CFA** soit 60% des paiements et concernent :

³ Les mouvements relatifs aux emprunts et à leur remboursement sont analysés dans la partie IV relative à la trésorerie.

⁴ Les dépenses de prestations familiales et sociales sont analysées dans la partie III relative aux comptes spéciaux.

- Les dépenses de l'Agence Nationale des Bourses du Gabon (ANBG) pour **45,2 milliards de Francs CFA**;
 - la subvention aux collectivités locales pour **4,4 milliards de Francs CFA** ;
 - la subvention à la SOGATRA, pour **4 milliards de Francs CFA**.
 - les transferts à la SOGARA pour **27,6 milliards de Francs CFA**.
- **Les dépenses d'investissement (titre 5)**

Sur une prévision de **436,6 milliards de Francs CFA** dans la LFR (**150,6 milliards de Francs CFA** de ressources gabonaises), les dépenses d'investissement ont été ordonnancées à hauteur de **102,4 milliards de Francs CFA**, soit un taux d'exécution de 23%. Par ailleurs, les règlements ont atteint **65,5 milliards de Francs CFA**, représentant 15% de la prévision, dont **44,9 milliards de Francs CFA** de tirages sur financements extérieurs.

Les projets ayant bénéficié des financements extérieurs se déclinent ainsi qu'il suit:

- **2,658 milliards de Francs CFA** sur l'Agence Française de Développement (AFD) pour les projets « Assainissement de la ville de Port-Gentil », « Développement et Investissement Agricole », le projet « Bassins versant de Gué-Gué » et la « Réhabilitation du Transgabonais » ;
- **19,878 milliards de Francs CFA** sur la Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) destinés aux travaux de construction du « Stade d'Oyem » et du « Stade de Port-Gentil » ;
- **17,073 milliards de Francs CFA** sur la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) affecté aux travaux du tronçon routier « Pk 5-PK 12 » ;
- **4,604 milliards de Francs CFA** sur la Banque Mondiale (BIRD) en appui aux projets «Promotion de l'Investissement et de la Compétitivité», «Dorsale de Télécommunication phase II », « E-Gabon », « Appui à l'Employabilité des Jeunes » et « Renforcement des Structures de Base en Milieu Rural » ;
- **0,736 milliard de Francs CFA** sur le Fonds d'Investissement et de Développement Agricole (FIDA) pour le projet de « Développement Agricole et Rural » ;

▪ **Les autres dépenses (titre 6)**

Elles portent sur les plans sociaux, les dépenses de restructurations des entreprises et le contentieux de l'Etat.

Projetées à **30 milliards de Francs CFA**, ces dépenses affichent respectivement des taux d'exécution en ordonnancement et en paiement de 16% et 7%, comparativement à l'année précédente où ces taux s'élevaient à 70% chacun.

Le niveau des dépenses ordonnancées atteint au troisième trimestre 2017, s'élève à **4,8 milliards de Francs CFA** et porte principalement sur :

- les dépenses relatives aux condamnations pécuniaires **1,8 milliard de Francs CFA** ;
- les frais arbitraux générés par les dossiers contentieux sur le plan international suivis par l'Agence Judiciaire de l'Etat pour **1,4 milliard de Francs CFA**;
- la prise en charge des dépenses pour le soutien à la restructuration de la radiodiffusion AFRICA N°1 pour près de **0,8 milliard de Francs CFA**.

2) Exécution des dépenses sociales

MATRICE DES DEPENSES SOCIALES									
FIN SEPT 2017									
MISSION	PROGRAMME/ACTION	TITR	Titre	CREDITS REPARTIS	TOT ENGA	ORDO	PAIEMENTS	TX	RAP
11. EDUCATION NATIONALE									
	11.444:Enseignement pré-primaire et primaire	2	2:2:dépenses de personnel	82 328 357 191	1 730 687 725	1 730 687 725	1 003 245 900	1%	727 441 825
	11.444:Enseignement pré-primaire et primaire	3	3:3:dépenses de biens et	1 567 500 000	1 393 702 624	1 393 702 624	1 087 825 800	69%	305 876 824
	11.444:Enseignement pré-primaire et primaire	5	5:5:dépenses d'investissement	2 790 000 000	739 616 256	0	0	0%	0
	11.451:Enseignement secondaire	2	2:2:dépenses de personnel	53 751 777 081	5 160 727 954	5 160 727 954	1 005 795 563	2%	4 154 932 391
	11.451:Enseignement secondaire	3	3:3:dépenses de biens et	7 124 999 999	6 261 508 001	6 210 064 001	3 229 633 251	45%	2 980 430 750
	11.451:Enseignement secondaire	4	4:4:dépenses de transfert	472 500 000	461 700 000	362 500 000	362 300 000	77%	200 000
	11.451:Enseignement secondaire	5	5:5:dépenses d'investissement	23 570 133 300	2 286 000 373	971 147 360	0	0%	971 147 360
	11.458:Enseignement technique et professionnel	2	2:2:dépenses de personnel	7 518 636 070	932 023 343	932 023 343	229 308 568	3%	702 714 775
	11.458:Enseignement technique et professionnel	3	3:3:dépenses de biens et	807 500 000	593 329 751	574 839 751	386 277 500	48%	188 562 251
	11.458:Enseignement technique et professionnel	5	5:5:dépenses d'investissement	2 250 000 000	626 993 277	9 000 000	9 000 000	0%	0
TOTAL MISSION 11. EDUCATION NATIONALE				182 181 403 641	20 186 289 304	17 344 692 758	7 313 386 582	4%	10 031 306 176

MISSION	PROGRAMME/ACTION	TITR	Titre	CREDITS REPARTIS	TOT ENGA	ORDO	PAIEMENTS	TX	RAP
22:PREVOYANCE SOCIALE									
MINISTERE									
	22:Prévoyance sociale	2	2:2:dépenses de personnel	9 258 927 505	1 356 293 040	1 356 293 040	238 531 434	3%	1 117 761 606
	22:Prévoyance sociale	3	3:3:dépenses de biens et	503 499 996	708 583 275	420 479 346	209 711 850	42%	210 767 496
	22:Prévoyance sociale	4	4:4:dépenses de transfert	1 378 330 777	685 031 557	555 847 650	356 365 600	26%	199 482 050
									0
CNAMGS									
		2	2:2:dépenses de personnel	24 573 080 885	1 500 000 000	1 500 000 000	950 000 000	4%	550 000 000
		4	4:4:dépenses de transfert	8 588 070 323	5 629 312 000	5 629 312 000	2 491 218 501	29%	3 138 093 499
									0
FNAS									
		4	4:4:dépenses de transfert	1 800 000 000	1 231 200 000	1 231 200 000	1 119 672 000	62%	111 528 000
									0
CNAMGS (SANTE GEF)									
				15 883 000 000	15 883 000 000	15 883 000 000	11 923 000 000	75%	3 960 000 000
TOTAL MISSION 22. PREVOYANCE SOCIALE				61 984 909 485	26 993 419 872	26 576 132 036	17 288 499 385	28%	9 287 632 651

MISSION	PROGRAMME/ACTION	TITR	Titre	CREDITS REPARTIS	TOT ENGA	ORDO	PAIEMENTS	TX	RAP
25:SANTE									
25.829:Prévention et sécurité sanitaire									
	25.829.1:Vaccination	3	3:3:dépenses de biens et	27 266 570	17 366 316	9 866 318	0	0%	9 866 318
	25.829.2:Hygiène sanitaire	2	2:2:dépenses de personnel	47 604 000	38 782 122	38 782 122	20 452 230	43%	18 329 892
	25.829.2:Hygiène sanitaire	3	3:3:dépenses de biens et	49 152 306	16 130 170	16 130 170	0	0%	16 130 170
	25.829.3:Education et sensibilisation sur les	2	2:2:dépenses de personnel	15 317 399 969	0	0	0	0%	0
	25.829.3:Education et sensibilisation sur les	3	3:3:dépenses de biens et	16 113 838	10 575 000	7 975 000	700 000	4%	7 275 000
	25.829.4:Contrôle de la qualité des médicaments et	2	2:2:dépenses de personnel	63 516 000	86 153 487	86 153 487	3 030 445	5%	83 123 042
	25.829.4:Contrôle de la qualité des médicaments et	3	3:3:dépenses de biens et	15 695 013	11 236 012	11 236 012	8 300 000	53%	2 936 012
	25.829.4:Contrôle de la qualité des médicaments et	5	5:5:dépenses d'investissement	450 000 000	0	0	0	0%	0
	25.829.5:protection maternelle et infantile	2	2:2:dépenses de personnel	31 344 000	45 798 900	45 798 900	5 929 838	13%	39 869 062
	25.829.5:protection maternelle et infantile	3	3:3:dépenses de biens et	106 045 933	48 075 077	44 075 077	0	0%	44 075 077
	25.829.6:Prévention et lutte contre les maladies	2	2:2:dépenses de personnel	1 224 699 000	962 217 788	962 217 788	210 887 415	17%	751 330 373
	25.829.6:Prévention et lutte contre les maladies	3	3:3:dépenses de biens et	688 226 338	412 324 271	399 774 225	220 533 107	32%	179 241 118
	25.829.6:Prévention et lutte contre les maladies	4	4:4:dépenses de transfert	100 112 036	118 931 262	118 931 262	105 600 709	105%	13 330 553
									0
25.836:Offre et accès aux soins									
	25.836.1:Développement, équipement et maintenance des infrastructures sanitaires	2	2:2:dépenses de personnel	5 667 110 000	3 625 033 968	3 625 033 968	1 013 750 231	18%	2 611 283 737
	25.836.1:Développement, équipement et maintenance	3	3:3:dépenses de biens et	6 906 392 665	5 160 570 893	5 113 009 893	4 520 180 932	65%	592 828 961
	25.836.1:Développement, équipement et maintenance	4	4:4:dépenses de transfert	6 426 578 448	4 423 571 184	4 423 571 184	3 268 773 313	51%	1 154 797 871
	25.836.1:Développement, équipement et maintenance	5	5:5:dépenses d'investissement	10 413 325 980	6 475 644 189	5 475 644 189	2 300 000 000	22%	3 175 644 189
	25.836.2:Développement des ressources humaines du secteur sanitaire	2	2:2:dépenses de personnel	153 749 000	65 907 750	65 907 750	10 584 687	7%	55 323 063
	25.836.2:Développement des ressources humaines du	3	3:3:dépenses de biens et	1 428 956 113	979 327 482	955 706 012	663 425 139	46%	292 280 873
	25.836.2:Développement des ressources humaines du	4	4:4:dépenses de transfert	100 899 803	46 010 310	46 010 310	46 010 310	46%	0
	25.836.3:Accès au médicament et aux produits spécifiques	2	2:2:dépenses de personnel	39 220 602 263	156 383 196	156 383 196	51 477 404	0%	104 905 792
	25.836.3:Accès au médicament et aux produits	3	3:3:dépenses de biens et	1 117 020 727	727 528 212	727 528 212	471 262 206	42%	256 266 006
	25.836.3:Accès au médicament et aux produits	4	4:4:dépenses de transfert	504 499	230 052	230 052	230 052	46%	0
	25.836.4:Transfert et évacuation sanitaires	2	2:2:dépenses de personnel	11 232 000	8 438 500	8 438 500	5 466 055	49%	2 972 445
	25.836.4:Transfert et évacuation sanitaires	3	3:3:dépenses de biens et	47 630 495	28 578 296	28 578 296	14 289 148	30%	14 289 148
									0
25.843:Lutte contre le SIDA									
	25.843.1:Prévention et lutte multisectorielle contre le SIDA	2	2:2:dépenses de personnel	23 976 000	20 067 000	20 067 000	12 953 982	54%	7 113 018
	25.843.1:Prévention et lutte multisectorielle contre le	3	3:3:dépenses de biens et	222 606 384	7 999 426	7 999 426	0	0%	7 999 426
	25.843.1:Prévention et lutte multisectorielle contre le	4	4:4:dépenses de transfert	8 424 000	0	0	0	0%	0
	25.843.2:Prise en charge des malades du SIDA	2	2:2:dépenses de personnel	26 500 904	68 401 119	68 401 119	7 283 447	27%	61 117 672
	25.843.2:Prise en charge des malades du SIDA	3	3:3:dépenses de biens et	1 677 393 616	942 039 146	942 039 146	912 697 007	54%	29 342 139
TOTAL MISSION 25. SANTE				91 590 077 898	24 503 321 128	23 405 488 614	13 873 817 657	15%	9 531 670 957

MISSION	PROGRAMME/ACTION	TITR	Titre	CREDITS REPARTIS	TOT ENGA	ORDO	PAIEMENTS	TX	RAP
29:TRAVAIL ET EMPLOI									
29.920:Formation professionnelle									
	29.920.1:Evaluation des formateurs et des autres personnels	2	2:2:dépenses de personnel	1 950 742 318	1 212 997 650	1 212 997 650	399 605 489	20%	813 392 161
	29.920.1:Evaluation des formateurs et des autres	3	3:3:dépenses de biens et	503 500 000	319 213 821	297 278 555	149 426 735	30%	147 851 820
	29.920.1:Evaluation des formateurs et des autres	5	5:5:dépenses d'investissement	32 644 314 360	5 293 963 922	5 075 059 421	67 508 900	0%	5 007 550 521
	29.920.2:Formation professionnelle et Insertion des jeunes	2	2:2:dépenses de personnel	11 772 000	0	0	0	0%	0
	29.920.2:Formation professionnelle et Insertion des	3	3:3:dépenses de biens et	95 000 000	87 534 500	73 633 500	73 633 500	78%	0
	29.920.3:Appui à l'enseignement privé	3	3:3:dépenses de biens et	19 000 000	12 250 000	6 750 000	6 750 000	36%	0
TOTAL MISSION 29. TRAVAIL ET EMPLOI				35 224 328 678	6 925 959 893	6 665 719 126	696 924 624	2%	5 968 794 502
TOTAL GENERAL				370 980 719 702	78 608 990 197	73 992 032 534	39 172 628 248	11%	34 819 404 286

De façon générale, les dépenses sociales ont été ordonnancées à hauteur de **74 milliards de Francs CFA** et réglées pour près de **39 milliards de Francs CFA** soit un taux d'exécution de 11% par rapport à la prévision. Toutefois, une analyse plus fine hors dépenses de rémunération (titre 2 : constitué essentiellement des dotations de la solde permanente dont l'exécution est centralisée) montre que ce taux d'exécution peut être porté à 26% (cf. annexe 10), avec une bonne performance du fonds GEF (Gabonais économiquement faibles).

En effet, sur une prévision de **15,9 milliards de Francs CFA** de recettes affectées à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale pour les Gabonais Economiquement Faibles (CNAMGS GEF), le montant des versements à fin septembre a atteint **11,9 milliards de Francs CFA**, soit un niveau de réalisation de 75%.

3) Focus sur la mission « Provisions »

La mission « Provisions » sert à financer les dépenses accidentelles et imprévisibles, lesquelles sont exécutées par transfert vers les programmes de politiques publiques correspondants aux activités bénéficiaires.

Le tableau suivant retrace les transferts pour un montant total de **2 milliards de Francs CFA** intervenus depuis la mission « Provisions » vers les autres missions dans le cadre de l'exécution de la loi de finances rectificative 2017.

Tableau 3: Mouvements de la mission 23 « Provisions »

TRANSFERT A FIN SEPTEMBRE 2017			
Programme source	OBJET	Montant du transfert	Programme destination
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	transfert prise en charge commission attribution des plaques.	50 000 000	8.360 Pilotage et soutien à la coord - Pilotage de la stratégie ministérielle
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert de crédit pour la prise en charge des frais de transport de Mme CHOI DAHAF.	3 328 700	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge des émoluments des artistes ayant participé à la manifestation 9 provinces	10 000 000	10.437 Pilotage et soutien aux politi - Pilotage de la stratégie ministérielle
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert de crédits pour la prise en charge des dépenses liées au fonctionnement du comité de suivi et d'évaluation des réformes des finances	160 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	transfert prise en charge des dépenses liées à la tenue solennelle du Conseil d'Etat.	20 000 000	21.248 Conseil d'Etat - Conseil d'Etat
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge dépenses urgentes de l'Ambassade du Gabon en France.	153 425 482	1.101 Affaires étrangères - Conduite et coordination de l'action diplomatique
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	TRANSFERT PRISE EN CHARGE FRAIS D'INHUMATION, DE TRANSPORT ET DE FRAIS DE SCOLARITE DES AGENTS PUBLICS.	1 100 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge contribution de la DGBFIP A L'EPCA.	21 500 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Mise à disposition des crédits pour la prise en charge des dépenses liées à la mise en œuvre du processus de revue biennale de l'Unité Africaine	23 000 000	3.192 Pilotage et soutien aux politi - Coordination administrative
SOUS-TOTAL 1		1 541 254 182	

Programme source	OBJET	Montant du transfert	Programme destination
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	transfert prise en charge frais de transport du Dr Ashraf MOSTAFA HASSAN.	725 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	transfert prise en charge des dépouilles.	10 000 000	Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge frais d'astreinte dans le cadre des travaux préparatoires du séminaire gouvernemental.	20 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	transfert prise en charge dépenses liées à la mise en œuvre des réformes en cours.	20 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	TRANSFERT DE REGULARISATION POUR LA PRISE EN CHARGE DES DEPENSES LIEES AUX COMMUNIQUEES ET AUTRES PARUTIONS	50 000 000	14.570 Gestion de la commande public - Contrôle des procédures de passation des marchés
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge de la dotation budgétaire au profit des accidentés de kango.	42 500 000	30.941 Dotation pour dépenses à cara - Dotation pour dépenses à caractère politique
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	TRANSFERT PRISE EN CHARGE DE LA DOTATION EXCETIONNELLE ACCORDEE AU CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	200 000 000	21.717 Présidence de la République - Présidence de la République
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge dépenses résolution de la crise sociale des régies financières.	29 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
SOUS-TOTAL 2		372 225 000	

Programme source	OBJET	Montant du transfert	Programme destination
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge des dépenses liées à l'organisation du séminaire gouvernemental.	100 000 000	8.346 Coordination du travail gouver - Animation et suivi du travail gouvernemental -
SOUS-TOTAL 3		100 000 000	

TOTAL GENERAL	2 013 479 182
----------------------	----------------------

Source : DGBFiP

III. LES COMPTES SPECIAUX

Le solde des comptes spéciaux (cf. annexe 9) s'établit à **-24,9 milliards de Francs CFA**, soit un dépassement par rapport à la prévision de la LFR (solde nul).

Le compte d'affectation spéciale « Pensions » a été mis en place en 2016 et apporte une présentation budgétaire agrégée et détaillée des recettes (cotisations sociales) et dépenses (pensions) de l'ensemble des régimes de pensions de retraite. Son solde à la fin du troisième trimestre 2017 est négatif. Le bon rendement constaté sur les recettes de cotisations sociales n'a pas permis d'absorber le dynamisme des dépenses (177% par rapport aux dépenses ouvertes dans la LFR 2017 ont été payées au 30 septembre).

Le compte d'affectation spéciale « Promotion du sport » a été créé dans la loi de finances 2017, pour retracer les dépenses mises en œuvre par le Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS). Au 30 septembre, les réalisations en recettes et en dépenses sont supérieures à la prévision de la loi. Ce CAS affiche un solde négatif de près de **1,6 milliard de Francs CFA**.

Le compte d'affectation spéciale « Prestations familiales et sociales » a été mis en place dans la loi de finances 2017 pour retracer les opérations relatives aux prestations familiales gérées par la Caisse des Pensions et des Prestations Familiales (CPPF). Au 30 septembre 2017, ce CAS affiche un solde positif de **39 millions de Francs CFA**.

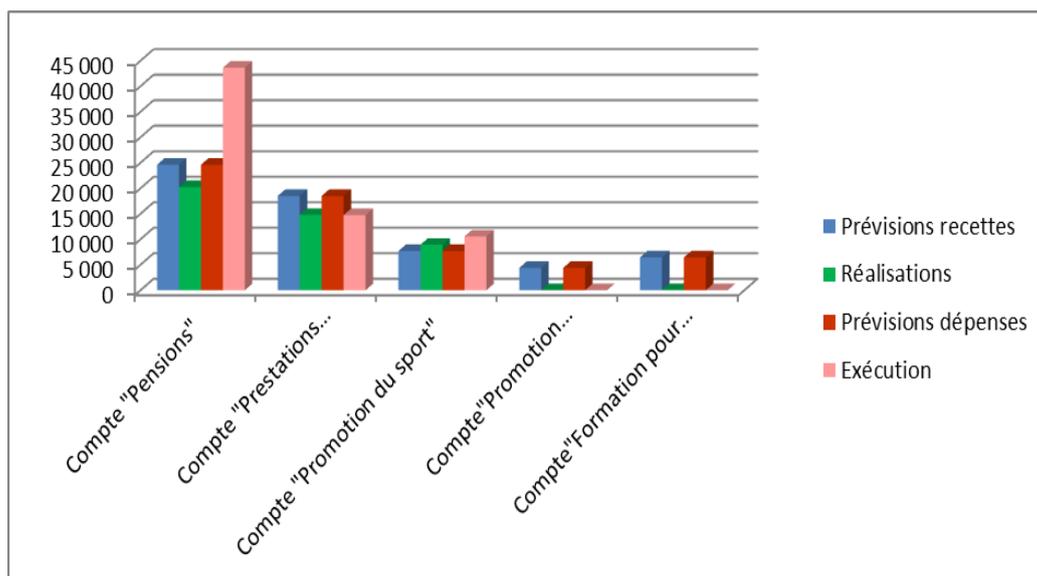
Le compte d'affectation spéciale « Promotion audiovisuelle et cinématographique » a été créé dans la LFR 2017 en ses articles 5 et 6 où il est stipulé que la Redevance Audiovisuelle et Cinématographique (RAC) est due par tout opérateur du secteur de la communication audiovisuelle, notamment :

- tout opérateur du secteur privé de la communication audiovisuelle et numérique ;
- tout distributeur de services de médias audiovisuels qui fournissent un service au Gabon ;
- tout importateur, vendeur ou revendeur de postes téléviseurs ;
- toute personne morale de droit privé opérant dans le secteur de la communication écrite et de l'édition.

Ce compte n'a pas connu d'exécution depuis sa création.

Le compte d'affectation spéciale (CAS) « Formation pour l'emploi » a été initié dans la LFR 2017 en ses articles 41 et 42 où il est expliqué que ce compte est destiné à l'essor de la formation professionnelle. Ce CAS n'a pas connu d'exécution en dépenses au troisième trimestre 2017.

Graphique 3 : Situation des comptes spéciaux



Source : Caisse des Pensions/DGCPT/DGBFiP

IV. LES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT

1) Charges de trésorerie et de financement

Prévues à **973,3 milliards de Francs CFA**, les charges de trésorerie et de financement, consacrées à l'amortissement de la dette publique (intérieure et extérieure), ont été exécutées à hauteur de **470,6 milliards de Francs CFA**, soit un taux d'exécution de 48%.

Ce niveau d'exécution intègre **68,3 milliards de Francs CFA** d'amortissements extérieurs, **129,3 milliards de Francs CFA** d'amortissements intérieurs et **201,2 milliards de Francs CFA** d'autres amortissements dont **137,6 milliards de Francs CFA** d'instances Trésor (en hausse par rapport au deuxième trimestre) et **59,5 milliards de Francs CFA** d'arriérés TVA.

2) Ressources de trésorerie et de financement

Budgétisées à **1 145,4 milliards de Francs CFA**, les ressources de financement ont culminé à **379 milliards de Francs CFA**, constituées de financements extérieurs, des émissions de titres publics et de financements non bancaires. Ces ressources ont été mobilisées à hauteur de 33% par rapport à la prévision de la loi de finances.

Les tirages indiquent une exécution de **234,2 milliards de Francs CFA** soit un taux de 26% sur la base des prévisions, les émissions de titres publics **120,5 milliards de Francs CFA** et un montant de **24,3 milliards de Francs CFA** correspondant au financement non bancaire.

Tableau 4: Opérations de trésorerie et de financement au 30 septembre 2017

	2017		
	LFR 2017	Exécution à fin septembre	Taux d'exécution
Charges de trésorerie et de financement			
Amortissement (dette extérieure)	478 935	68 266	14%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	158 968	129 257	81%
Autres amortissements	202 929	201 196	99%
Correspondants du Trésor		-	
Attribution de produits	81 492	71 903	88%
Prêts et avances	51 005	-	0%
Total	973 329	470 622	48%
Ressources de trésorerie et de financement			
Tirages	898 093	234 168	26%
Emissions de titres publics	218 198	120 462	55%
Financement bancaire	-	-	
Financement non bancaire	29 100	24 343	
Total	1 145 392	378 973	33%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	172 063	-91 647	
Solde budgétaire global	-172 063	247 688	
Solde net	0	156 041	

Source : DGCPT et DGBFiP

Le solde net de l'exécution des opérations budgétaires et de trésorerie, qui résulte de la combinaison du solde des opérations de financement et de trésorerie et du solde budgétaire global, s'établi à **156 milliards de Francs CFA**.

Toutefois, ce niveau ne prend pas en compte l'ensemble des dépenses sur recettes affectées au troisième trimestre, estimées à près de **81,5 milliards Francs CFA**. L'intégration de ces opérations, qui représentent aussi des dépenses de trésorerie, car étant des versements aux correspondants du Trésor, ramènerait le solde net à environ **74,5 milliards de Francs CFA**.

CONCLUSION

De façon générale, l'exécution du budget au 3^{ème} trimestre a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre du programme de relance économique (PRE) conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Bien que le niveau des recettes globales recouvrées soit en ligne avec les prévisions de l'année, près de 70% de réalisation, on observe cependant une contraction des recettes douanières. Cette moins-value se justifie par la baisse des importations du fait de la contraction de la demande intérieure, par le retard dans la mise en œuvre de certaines mesures qui sous-tendent les prévisions de la LFR 2017 et enfin, par les tensions sociales au niveau des personnels des régies financières qui ont perturbé l'activité du cordon douanier.

Au niveau des dépenses, bien que l'on observe une tendance de l'Etat à se désengager de sa dette, avec un niveau des règlements budgétaires en augmentation de 7% à fin septembre comparativement à la même période en 2016, passant de **886,8 à 945,5 milliards de Francs CFA**, l'on observe cependant une accumulation d'instances non payées au Trésor public, de près de 36%, sur exercice courant.

La maîtrise de ces instances et la gestion dynamique de la Trésorerie, dans le cadre des objectifs du PRE, restent donc des enjeux majeurs pour le 4^{ème} trimestre de l'année.

PRECISIONS METHODOLOGIQUES

Le présent rapport est effectué à partir de données disponibles à la fin du trimestre. Toutefois, pour garantir la production de ce dernier, l'organisation des travaux d'élaboration exige une collaboration conjointe entre de nombreux services qui sont à la source de certaines données et capables d'en analyser les évolutions dans le respect des délais impartis.

Les recettes encaissées présentées dans ce rapport ont fait l'objet de rapprochements avec le niveau des liquidations faites par les régies financières.

Pour les dépenses :

- le rapprochement entre les dépenses présentées dans ce rapport et les montants effectivement payés par le Trésor pourrait faire apparaître des différences dans la mesure où les dépenses présentées sont les ordonnances visées.
- certaines données relatives aux charges financières de la dette trésor et aux charges de trésorerie et de financement n'ont pas été suivies d'analyses.

En ce qui concerne les Comptes d'Affectation Spéciale, une analyse pertinente n'a pas pu être menée du fait de l'absence de données qualitatives.

ANNEXES

Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget général de l'Etat (en millions de F.CFA)

	2017						2016			Ecart n/n-1
	LFR 2017	Réalisation au 31 mars	Réalisation au 30 juin	Prévision au 30 septembre	Réalisation au 30 septembre	Taux	LF 2016	Réalisation au 30 septembre	Taux de réalisation	
A. TITRE 1: RECETTES FISCALES (Brut)	1 026 167	194 350	468 063	716 058	663 300	65%	1 412 424	674 626	48%	- 11 326
Impôts	364 138	80 215	212 039	239 319	248 303	68%	579 930	246 404	42%	1 899
Impôts sur les sociétés	202 185	47 390	152 123	114 642	161 153	80%	361 703	125 474	35%	35 679
Impôts sur les personnes	135 823	30 874	50 728	101 065	71 621	53%	197 366	99 325	50%	- 27 704
Impôts sur les revenus des capitaux	26 130	1 951	9 188	23 612	15 529	59%	20 861	21 605	104%	- 6 076
Taxes	662 029	114 135	256 024	476 739	414 997	63%	832 494	428 222	51%	- 13 225
Taxes de formation professionnelle	6 432				56	1%				
Droits et taxes sur la propriété	27 526	4 985	15 873	21 655	18 474	67%	31 381	13 820	44%	4 654
Taxes sur les biens et services	296 177	51 257	118 182	226 862	180 216	61%	379 192	207 380	55%	- 27 164
Droits et taxes de douanes	320 998	56 222	117 537	221 485	182 549	57%	407 780	202 930	50%	- 20 381
Autres recettes fiscales	10 896	1 671	4 432	6 737	33 702	309%	14 141	4 092	29%	29 610
B. TITRE 2: DONS, LEGS et FONDS DE CONCOURS	4 807		1 000			0%				
C. TITRE 3: COTISATIONS SOCIALES	43 102		19 007	30 859	35 002	81%		19 676		15 326
Cotisations retraites	24 602		13 617	14 985	20 226	82%				20 226
Prélèvements sociaux	18 500		5 390	15 874	14 776	80%		19 676		- 4 900
D. TITRE 4: AUTRES RECETTES	640 540	150 254	311 802	411 023	454 581	71%	607 331	355 074	58%	99 507
Revenus de la propriété	640 540	135 090	276 224	371 379	403 206	63%	567 272	355 074	63%	48 132
Revenus de participations	23 725	4 589	7 726	21 586	12 110	51%	14 253	22 330	157%	- 10 220
Revenus du domaine foncier	722	-	29	555	137	19%	515	1 052	204%	- 915
Revenus du domaine pétrolier	510 532	121 658	265 931	344 475	387 373	76%	547 717	273 190	50%	114 183
Revenus du domaine minier	3 267	7 624	586	1 838	668	20%	175	3 290	1880%	- 2 622
Revenus du domaine forestier	3 978	1 219	1 952	2 925	2 918	73%	4 612	3 564	77%	- 646
Recettes diverses non fiscales	48 316					0%		51 648		- 51 648
Vente de biens et services	50 000					0%				-
Recettes diverses (yc. recettes affectées)		15 164	35 577	39 643	51 375		40 059		0%	51 375
Recettes à répartir*		5 996	13 348	-	40 636			31 687		8 949
TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)	1 714 617	350 600	813 220	1 157 940	1 193 519	70%	2 019 755	1 081 063	54%	112 456

*Les recettes à répartir correspondent à des montants qui n'ont pas pu faire l'objet d'un rapprochement à la fin du trimestre. Elles seront ventilées dans le courant de l'année.

Source : DGBFiP, DGCPT et DGI

Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en F.CFA)

		PLAFONDS PLFR 2017	EXECUTION A FIN SEPTEMBRE 2017	TAUX D'EXECUTION
A	Recettes fiscales affectées	43 962 000 000	30 911 162 311	70%
A1	CNAMGS	14 795 000 000	11 475 417 463	78%
A1.1	ROAM		3 237 905 873	
A1.2	CONTRIBUTION SPECIALE DE SOLIDARITE		5 763 433 286	
A1.3	TAXE SUR TRANSFERT DE FONDS		2 474 078 304	
A1.4	RETENUES COTISATIONS CNAMGS		-	
A2	FONDS NATIONAL DU DEVELOPPEMENT DU SPORT	7 708 000 000	9 538 885 134	124%
A2.1	DROITS D'ACCISES	7 117 000 000	9 308 645 783	131%
A2.2	TAXE SUR LES JEUX DE HASARD	591 000 000	230 239 351	39%
A3	FONDS DE FORMATION PROFESSIONNELLE	6 432 000 000	55 873 801	1%
A3.1	Contribution pour la Formation Professionnelle	6 432 000 000	55 873 801	1%
	COMMUNICATION	4 376 000 000		0%
	Redevance Audiovisuelle	4 376 000 000		0%
A4	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER (FER II)	10 503 000 000	9 783 426 075	93%
A4.1	REDEVANCE D'USURE DE LA ROUTE		-	
A4.2	TAXE SUR LE CONTRÔLE DES ASSURANCES		2 139 581 828	
A4.3	TAXE COMPLEMENTAIRE SUR LES SALAIRES		7 643 844 247	
A5	AGENCES NATIONALE DES PARCS NATIONAUX	148 000 000	57 559 838	39%
A5.1	TAXE SUR LES JEUX DE HASARD	148 000 000	57 559 838	39%
B	Recettes douanes affectées	9 892 000 000	5 853 927 449	59%
B1	TAXE COMMUNAUTAIRE INTEGRATION CEMAC	6 262 000 000	3 978 189 216	64%
B3	TAXE DE PREFERENCE COMMUNAUTAIRE			
B2	CONTRIBUTION D'INTEGRATION A LA CEEAC	3 219 000 000	1 665 940 957	52%
B4	TAXE OHADA	411 000 000	209 797 276	51%
C	Autre recettes affectées	28 137 000 000	44 732 269 104	159%
C1	CAISSE DE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 683 000 000	6 195 043 272	368%
C1.1	FONDS NATIONAL DE L'HABITAT (FNH)		6 195 043 272	
C1.2	CAUTIONS DE RAPATRIEMENT		-	
C1.3	CAUTIONS DE MISE EN LIBERTE PROVISoire		-	
C1.4	CAUTIONS ELECTORALES		-	
C1.6	CAISSE DE PEREQUATION TAXE SUR LES HYDROCARBURES		-	
C4	COLLECTIVITES LOCALES	20 882 000 000	31 163 968 417	149%
C4.4	I.R.P.P		1 262 048 146	44%
C4.6	IRPP/FONCIER PRECOMPTE DM		114 774	
C4.7	IRPP/ACOMPTE DOUANIER	2 866 000 000	1 086 926	
C4.8	PRECOMPTE IRPP FORESTIERS		236 558	
C4.9	PATENTES	3 411 000 000	4 290 799 410	126%
C4.10	LICENCES	477 000 000	135 299 922	28%
C4.11	FONCIER BATI	5 115 000 000	6 064 604 993	119%
C4.12	FONCIER NON BATI	597 000 000	530 042 045	89%
C4.13	I.R.P.P (SALARIES)	8 007 000 000	18 594 865 087	232%
C4.14	I.F.R	409 000 000	-	0%
C4.15	VENTE DE TERRAINS COMMUNAUX		9 245 151	
C4.16	TAXE SUR LES CARRIERES		248 484 576	
C4.17	PRELVMENT LIBER./SUCCESIONS/RECETTES DIVERSES DU BUDGET		27 140 829	
C5	FONDS DE PEREQUATION DE COLLECTIVITES LOCALES	5 572 000 000	7 373 257 415	132%
C5.5	I.R.P.P (SALARIES)	1 820 000 000	4 884 570 406	268%
C5.4	I.R.P.P		1 067 993 667	164%
C5.6	IRPP/FONCIER PRECOMPTE DM		97 126	
C5.7	IRPP/ACOMPTE DOUANIER	651 000 000	919 798	
C5.8	PRECOMPTE IRPP FORESTIERS		200 184	
C5.9	TAXE MUNICIPALE SUR LES CARBURANTS	3 101 000 000	1 419 476 232	46%
	TOTAL	81 991 000 000	81 497 358 864	99%

Source : DGBFiP et DGCPT

Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA)

Catégorie de dépenses	2017					2016					Ecart n/n-1
	LFR 2017	Montant ordonnancé à la fin du 3ème trimestre	Taux d'ordonnancement	Montant payé à la fin du 3ème trimestre	Taux de paiement	LF 2016	Montant ordonnancé à la fin du 3ème trimestre	Taux d'ordonnancement	Montant payé à la fin du 3ème trimestre	Taux de paiement	
Titre 1. Charges financières de la dette	249 048	144 049	58%	121 881	49%	180 219	111 371	62%	111 371	62%	10 510
Titre 2. Dépenses de personnel	710 000	541 709	76%	541 709	76%	732 200	554 410	76%	554 410	76%	-12 701
Titre 3. Dépenses de biens et services	251 296	122 317	49%	79 455	32%	319 721	198 349	62%	198 349	62%	-118 894
Titre 4. Dépenses de transfert	191 213	195 917	102%	135 153	71%	349 244	156 659	45%	156 659	45%	-21 506
Titre 5. Dépenses d'investissement	436 607	102 359	23%	65 488	15%	562 774	232 060	41%	232 060	41%	-166 572
Titre 6. Autres dépenses	30 000	4 833	16%	2 145	7%	8 000	5 579	70%	5 579	70%	-3 434
Total des dépenses pour le budget général	1 868 164	1 111 184	59%	945 831	51%	2 152 158	1 258 428	58%	1 258 428	58%	-312 597

Sources : DGCP et DGBFiP

Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire (en F.CFA)

	LFR 2017	Montant des ordonnancements à la fin du 3ème trimestre	Montant des paiements à la fin du 3ème trimestre
Titre 1. Charges financières de la dette	249 048	144 049	121 881
Extérieur	174 082	52 727	52 727
Intérêts sur emprunts extérieurs - courants	160 963	52 727	52 727
Bilatéraux	25 739	1 596	1 596
Multilatéraux	21 181	5 004	5 004
Banques	23 166	3 763	3 763
Marchés financiers	90 877	42 364	42 364
Intérêts - commissions et frais	13 119	-	-
Pertes sur change	9 119	-	-
Commission et frais extérieur DGD	4 000	-	-
Intérieur	74 966	91 322	69 154
Intérieurs - DGD	40 366	34 420	34 420
Intérêts sur emprunts intérieurs - courants	40 366	34 420	34 420
Banques intérieures	22 747	18 222	18 222
Moratoires	3	-	-
Marchés financiers	17 616	16 198	16 198
Trésor - dette	34 600	56 902	34 734
BEAC (agios)	11 240	12 916	12 916
Facilités de caisse	5 394	4 234	4 234
Bons du Trésor Assimilables	11 293	6 304	6 304
Perte de change	-	8 998	8 998
OTA	-	2 282	2 282
Autres frais bancaires	6 673	22 168	22 168
Titre 2. Dépenses de personnel	710 000	541 708	541 708
Rémunération du personnel	685 398	541 708	541 708
Solde permanente	606 322	488 920	488 920
Rémunération autres catégories de salariés	60 576	52 788	52 788
Prestation sociales-fonctionnaires	18 500	-	-
Cotisations et contributions sociales	24 602	-	-
Cotisations et contributions sociales des fonctionnaires	24 602	-	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	251 296	122 317	79 455
dont Remboursement TVA	63 296	14 751	14 751
Titre 4. Dépenses de transferts	191 213	195 917	135 153
dont :			
<i>SOGARA (subvention au gaz et pétrole lampant)</i>	18 638	27 641	27 641
<i>Pensions fonctionnaires</i>	30 000	23 093	23 093
Titre 5. Dépenses d'investissement	436 607	102 359	65 488
dont financements extérieurs	286 025	44 949	44 949
Titre 6. Autres dépenses	30 000	4 833	2 145
Intérieurs-AJE	3 000	-	-
Protocoles transactionnels	1 000	964	-
Condamnations pécuniaires	1 000	1 814	-
Séquestres	500	-	-
Autres	500	1 235	-
Restructuration des entreprises	27 000	820	-
TOTAL	1 868 164	1 111 183	945 830

Source : DGCPT

**Annexe 5 : Récapitulatif des mouvements intervenus en gestion au cours du troisième trimestre 2017
(en F.CFA)**

N°	Types de mouvements	Montants
1	Transferts	2 013 479 182
2	Virements	28 211 997 567
3	Fongibilités	12 127 961 174
Total Général		42 353 437 923

Source : DGBFiP

Transferts

TRANSFERT A FIN SEPTEMBRE 2017			
Programme source	OBJET	Montant du transfert	Programme destination
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	transfert prise en charge commission attribution des plaques.	50 000 000	8. 360 Pilotage et soutien à la coord - Pilotage de la stratégie ministérielle
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert de crédit pour la prise en charge des frais de transport de Mme CHOI DAHAF.	3 328 700	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge des émoluments des artistes ayant participé a la manifestation 9 provinces	10 000 000	10.437 Pilotage et soutien aux politi - Pilotage de la stratégie ministérielle
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert de crédits pour la prise en charge des dépenses liées au fonctionnement du comité de suivi et d'évaluation des réformes des finances	160 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	transfert prise en charge des dépenses liées à la tenue solennelle du Conseil d'Etat.	20 000 000	21.248 Conseil d'Etat - Conseil d'Etat
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge dépenses urgentes de l'Ambassade du Gabon en France.	153 425 482	1.101 Affaires étrangères - Conduite et coordination de l'action diplomatique
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	TRANSFERT PRISE EN CHARGE FRAIS D'INHUMATION, DE TRANSPORT ET DE FRAIS DE SCOLARITE DES AGENTS PUBLICS.	1 100 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge contribution de la DGBFIP A L'EPCA.	21 500 000	14. 521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Mise à disposition des crédits pour la prise en charge des dépenses liées à la mise en œuvre du processus de revue biennale de l'Unité Africaine	23 000 000	3.192 Pilotage et soutien aux politi - Coordination administrative
SOUS-TOTAL 1		1 541 254 182	

Programme source	OBJET	Montant du transfert	Programme destination
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	transfert prise en charge frais de transport du Dr Ashraf MOSTAFA HASSAN.	725 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	transfert prise en charge des dépouilles.	10 000 000	Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge frais d'astreinte dans le cadre des travaux préparatoires du séminaire gouvernemental.	20 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	transfert prise en charge dépenses liées à la mise en œuvre des réformes en cours.	20 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	TRANSFERT DE REGULARISATION POUR LA PRISE EN CHARGE DES DEPENSES LIEES AUX COMMUNIQUEES ET AUTRES PARUTIONS	50 000 000	14.570 Gestion de la commande public - Contrôle des procédures de passation des marchés
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge de la dotation budgétaire au profit des accidentés de kango.	42 500 000	30.941 Dotation pour dépenses à cara - Dotation pour dépenses à caractère politique
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	TRANSFERT PRISE EN CHARGE DE LA DOTATION EXCETIONNELLE ACCORDEE AU CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	200 000 000	21.717 Présidence de la République - Présidence de la République
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge dépenses résolution de la crise sociale des régies financières.	29 000 000	14.521 Gestion des dépenses publiques - Elaboration et Suivi de l'exécution
SOUS-TOTAL 2		372 225 000	

Programme source	OBJET	Montant du transfert	Programme destination
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert prise en charge des dépenses liées à l'organisation du séminaire gouvernemental.	100 000 000	8.346 Coordination du travail gouver - Animation et suivi du travail gouvernemental -
SOUS-TOTAL 3		100 000 000	

TOTAL GENERAL	2 013 479 182
----------------------	----------------------

Virements

Virement à fin septembre 2017							
SOURCE			OBJET DU VIREMENT	DESTINATION			
IMPUTATION BUDGETAIRE	LIBELLE	PC		MONTANT VIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	LIBELLE	PC
TITRE 2							
51-14.542.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	4 201 000	51-14.528.1-2	Encaissement des recettes publiques	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	187 500	51-14.528.1-2	Agence comptable CÉS	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	157 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.L4:Agence comptable ANFPF	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	355 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.M5:Agence comptable ONADER	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	335 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.N4:Agence comptable ONE	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	512 500	51-14.528.1-2	14.528.A6.K7:Perception tris et colis postaux	0000
22-19.682.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	502 500	22-19.668.5-2	19.668.A1.K1:Administration Générale	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	31 992 500	51-14.528.1-2	14.528.A3.K1:Contrôle des postes comptables	0000
31-7.339.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	366 000	31-26.857.4-2	26.857.A2.K1:Renseignements Généraux	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	345 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K8:Agence comptable Grandes Ecoles	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	704 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K3:Recette Perception Contentieux de	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	345 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K6:Agence comptable Hôpitaux de	0000
43-10.437.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	2 720 000	43-10.416.3-2	10.416.A1.K2:Développement des réseaux numériques	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	700 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K1:Agence comptable du Sénat	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	167 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.L3:Agence comptable ENEF	0000
83-18.661.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	1 320 000	83-18.647.2-2	18.647.A3.K1:Sports et loisirs Estuaire	0000
84-12.493.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	980 000	84-12.479.7-2	12.479.A1.K2:Actions pédagogiques	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	345 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K3:Agence comptable UOB et USS	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	167 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.L5:Agence comptable Cour des Comptes	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	502 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.M3:Agence comptable Hôpitaux militaires	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	167 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.K9:Agence comptable CNC	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	345 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.M7:Agence comptable CENAREST	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	345 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.L1:Agence comptable IGIS	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	532 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.N3:Agence comptable IST	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	325 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.N5:Agence comptable ANGI	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	650 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.L7:TS PR et des armées	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	157 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.L6:Agence comptable ANPAC	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	325 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K5:Agence comptable Cour	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	482 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.N1:Agence comptable Caistab	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	670 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.L2:Agence comptable Fonds d'eau et de	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	187 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.M8:Agence comptable CNOU	0000
22-19.682.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	315 000	22-19.668.5-2	19.668.A2.K1:Tribunal de première instance Libreville	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	1 193 500	51-14.528.1-2	14.528.A6.K6:Perception aéroport	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	1 120 000	51-14.528.1-2	14.528.A6.K2:Recette Perception Owendo	0000
93-22.759.1-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	11 577 564	93-22.752.1-2	22.752.A4.K6:Crèches Libreville	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	1 242 500	51-14.528.1-2	14.528.A4.L9:Agence comptable OPN	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	842 500	51-14.528.1-2	14.528.A6.K1:Trésorerie Provinciale Estuaire	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	1 017 500	91-25.829.5-2	25.829.A2.K5:Protection maternelle et infantile	0000
41-28.906.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	122 500	41-28.892.2-2	28.892.A2.K1:Fonction Publique Estuaire	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	670 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.N2:Agence comptable Parcs nationaux	0000
71-17.640.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	1 542 500	71-17.626.1-2	17.626.A3.K1:Services Estuaire - Libreville	0000

Virement à fin septembre 2017							
SOURCE			OBJET DU VIREMENT	DESTINATION			
IMPUTATION BUDGETAIRE	LIBELLE	PC		MONTANT VIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	LIBELLE	PC
61-3.192.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	4 415 000	61-3.185.2-2	3.185.A3.K1:Opérateur-ADAG	0000
71-17.640.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	563 500	71-17.626.1-2	17.626.A1.K2:Signalisation et sécurité routière	0000
93-22.759.1-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	92 125	93-22.752.1-2	22.752.A2.K1:Assistance veuve et orphelin	0000
15-8.360.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	1 845 000	15-8.346.1-2	8.346.A1.K2:Suivi activité gouvernementale	0000
93-22.759.1-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	497 500	93-22.766.1-2	22.766.A1.K1:Securité sociale	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	1 247 500	91-25.843.2-2	25.843.A2.K1:Opérateur-CTA Libreville	0000
61-3.192.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	1 882 500	61-3.164.2-2	3.164.A2.K1:Services agricoles de l'Estuaire	0000
93-22.752.1-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	1 299 663	93-22.759.2-2	22.759.A3.K2:Personnes handicapées	0000
21-8.367.1-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	1 230 013	21-8.374.2-2	8.374.A2.K1:Administration générale	0000
31-7.339.2-2	Administration	0000	unités opérationnelles relatives aux traitements	3 162 500	31-7.311.2-2	7.311.A4.K1:Etat Major Armée de terre	0000
15-8.360.2-2	Administration	0000	61 unités opérationnelles relatives aux traitements	1 227 500	15-8.353.1-2	8.353.A1.K1:Diagnostic urbain	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	3 370 000	51-14.528.1-2	14.528.A6.K1:Trésorerie Provinciale Estuaire	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	4 480 000	51-14.528.1-2	14.528.A6.K2:Recette Perception Owendo	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	4 774 000	51-14.528.1-2	14.528.A6.K6:Perception aéroport	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	2 050 000	51-14.528.1-2	14.528.A6.K7:Perception tris et colis postaux	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	128 000	51-14.570.1-2	14.570.A1.K1:Commande publique	0000
65-15.595.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	95 000	65-15.584.2-2	15.584.A6.K1:Opérateur-ENCSG	0000
64-15.598.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	49 545 724	64-15.591.3-2	15.591.A2.K4:Entretien des infrastructures	0000
64-15.598.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	40 998 002	64-15.591.3-2	15.591.A3.K1:Travaux publics Estuaire	0000
71-17.640.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	2 254 000	71-17.626.1-2	17.626.A1.K2:Signalisation et sécurité routière	0000
71-17.640.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	6 170 000	71-17.626.1-2	17.626.A3.K1:Services Estuaire-Libreville	0000
83-18.661.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	5 280 000	83-18.647.2-2	18.647.A3.K1:Sports et loisirs Estuaire	0000
22-19.682.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	2 010 000	22-19.668.5-2	19.668.A1.K1:Administration Générale	0000
22-19.682.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 260 000	22-19.668.5-2	19.668.A2.K1:Tribunal de première instance Libreville	0000
42-2.157.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	729 000	42-2.143.2-2	2.143.A2.K1:Assistance aux collectivités locales	0000
93-22.752.1-2	Administration	0000	régularisation MONP	31 440 000	93-22.759.2-2	22.759.A3.K2:Personnes handicapées	0000
93-22.759.1-2	Administration	0000	régularisation MONP	53 666 000	93-22.752.1-2	22.752.A4.K6:Crèches Libreville	0000
93-22.759.1-2	Administration	0000	régularisation MONP	2 030 000	93-22.766.1-2	22.766.A1.K1:Securité sociale	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	4 067 622	91-25.829.2-2	25.829.A2.K2:Hygiène sanitaire	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	4 070 000	91-25.829.5-2	25.829.A2.K5:Protection maternelle et infantile	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	28 983 500	91-25.829.6-2	25.829.A2.K6:Prévention maladies	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	33 738 000	91-25.829.6-2	25.829.A3.K1:Santé publique (DRS)	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	933 500	91-25.836.1-2	25.836.A4.K6:Centre de santé de Nzeng Ayong	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	399 970	91-25.836.1-2	25.836.B7.K1:Opérateur-CHU Owendo	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	167 152	91-25.836.3-2	25.836.C1.K1:Opérateur-OPN administration générale OPN	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 020 000	91-25.843.1-2	25.843.A1.K1:Administration générale	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 803 000	91-25.843.1-2	25.843.A1.K3:Mobilisation et prévention	0000
53-27.885.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	26 332 000	53-14.563.4-2	14.563.A1.K1:Administration générale	0000
53-27.885.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 535 000	53-27.871.3-2	27.871.A2.K1:Comptes nationaux	0000
53-27.885.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	477 824	53-27.871.1-2	27.871.A5.K1:Opérateur-Comité de privatisation	0000
41-28.906.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	10 104 538	41-28.892.1-2	28.892.A1.K1:Coordination de la politique de GRH	0000
92-29.927.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	20 000	92-29.920.1-2	29.920.A1.K1:Services centraux Insertion et réinsertion sociale	0000
61-3.192.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	7 530 000	61-3.164.2-2	3.164.A2.K1:Services agricoles de l'Estuaire	0000
61-3.192.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	65 000	61-3.164.2-2	3.164.B4.K1:ORIAM Ntoun	0000
61-3.192.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	993 780	61-3.185.1-2	3.185.A1.K1:Encadrement du monde rural	0000

Virement à fin septembre 2017							
SOURCE			DESTINATION				
IMPUTATION BUDGETAIRE	LIBELLE	PC	OBJET DU VIREMENT	MONTANT VIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	LIBELLE	PC
61-3.192.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	17 660 000	61-3.185.2-2	3.185.A3.K1:Opérateur-ADAG	0000
31-7.339.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 464 000	31-26.857.4-2	26.857.A2.K1:Renseignements Généraux	0000
31-7.339.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	35 000	31-7.311.5-2	7.311.A1.K3:Renseignement militaire	0000
31-7.339.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	12 650 000	31-7.311.2-2	7.311.A4.K1:Etat Major Armée de terre	0000
15-8.360.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	7 380 000	15-8.346.1-2	8.346.A1.K2:Suivi activité gouvernementale	0000
15-8.360.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	2 327 000	15-8.346.2-2	8.346.A2.K1:Publications officielles	0000
15-8.360.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 456 000	15-8.346.3-2	8.346.A3.K1:Lutte contre la corruption	0000
15-8.360.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 434 000	15-8.346.4-2	8.346.A4.K1:Refondation de l'Etat	0000
15-8.360.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	4 910 000	15-8.353.1-2	8.353.A1.K1:Diagnostic urbain	0000
21-8.367.1-2	Administration	0000	régularisation MONP	15 488 000	21-8.374.2-2	8.374.A2.K1:Administration générale	0000
62-9.409.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	12 122 000	62-3.178.2-2	3.178.A1.K2:Pêches artisanales	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 380 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K3:Agence comptable Hôpitaux de	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	2 816 000	51-14.528.1-2	14.528.A6.K3:recette Perception Contentieux de	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	2 600 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.L7:TS PR et des armées	0000
42-2.157.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	769 000	42-2.150.2-2	2.150.A1.K2:Gestion des catastrophes	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	127 970 000	51-14.528.1-2	14.528.A3.K1:Contrôle des postes comptables	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 930 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.N1:Agence comptable Caistab	0000
68-24.822.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 100 829	68-24.815.2-2	24.815.A1.K2:Exploration	0000
84-12.493.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	3 920 000	84-12.479.7-2	12.479.A1.K2:Actions pédagogiques	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 420 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.M5:Agence comptable ONADER	0000
22-19.682.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	509 000	22-19.689.1-2	19.689.A1.K1:Protection et promotion des droits de	0000
41-28.906.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	770 000	41-28.892.2-2	28.892.A2.K1:Fonction Publique Estuaire	0000
93-22.759.1-2	Administration	0000	régularisation MONP	8 400 000	93-22.752.1-2	22.752.A2.K1:Assistance veuve et orphelin	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	19 000	91-25.836.4-2	25.836.A2.K1:Urgences et transferts	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	4 990 000	91-25.843.2-2	25.843.A2.K1:Opérateur-CTA Libreville	0000
43-10.437.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	10 880 000	43-10.416.3-2	10.416.A1.K2:Développement des réseaux numériques	0000
81-11.465.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	23 000	81-11.444.1-2	11.444.A2.K3:Administration des écoles publiques Libreville	0000
81-11.465.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	115 000	81-11.444.1-2	11.444.A2.K3:Administration des écoles publiques Libreville	0000
81-11.465.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	52 000	81-11.451.1-2	11.451.A2.K6:Lycée Mohamed ARISSANI	0000
84-12.493.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	38 690 283	84-12.486.2-2	12.486.A2.K2:Opérateur-CNOU-COU-UOB	0000
84-12.493.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	28 650 380	84-12.486.2-2	12.486.A2.K4:Opérateur-CNOU-COU-USS	0000
84-12.493.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	2 043 291	84-12.486.2-2	12.486.A3.K1:Opérateur-ANBG	0000
55-13.514.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	619 073	55-16.612.1-2	16.612.A4.K1:Opérateur OGAPI	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	169 465 999	51-14.521.1-2	14.521.A1.K3:Exécution budgétaire	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	9 190 000	51-14.521.3-2	14.521.A3.L2:UC HIAOBO - EASSM - Hôpital de Melen	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	16 804 000	51-14.528.1-2	14.528.A1.K1:Encaissement des recettes publiques	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	2 800 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K1:Agence comptable du Sénat	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 380 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K3:Agence comptable UOB et USS	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 300 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K3:Agence comptable Cour	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	750 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K7:Agence comptable CES	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 380 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K8:Agence comptable Grandes Ecoles	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	670 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.K9:Agence comptable CNC	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 380 000	51-14.528.1-2	Agence comptable IGIS	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	2 680 000	51-14.528.1-2	14.528.A4.L2:Agence comptable Fonds d'eau et de l'électricité	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	670 000	51-14.528.1-2	Agence comptable ENEF	0000

Virement à fin septembre 2017							
SOURCE			OBJET DU VIREMENT	DESTINATION			
IMPUTATION BUDGETAIRE	LIBELLE	PC		MONTANT VIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	LIBELLE	PC
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	630 000	51-14.528.1-2	Agence comptable ANFPP	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	670 000	51-14.528.1-2	Agence comptable Cour des Comptes	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	630 000	51-14.528.1-2	Agence comptable ANPAC	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	4 970 000	51-14.528.1-2	Agence comptable OPN	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	2 010 000	51-14.528.1-2	Agence comptable Hôpitaux militaires	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 380 000	51-14.528.1-2	Agence comptable CENAREST	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	750 000	51-14.528.1-2	Agence comptable CNOU	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	2 680 000	51-14.528.1-2	Agence comptable Parcs nationaux	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	2 130 000	51-14.528.1-2	Agence comptable IST	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 340 000	51-14.528.1-2	Agence comptable ONE	0000
51-14.542.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	1 300 000	51-14.528.1-2	Agence comptable ANGTI	0000
51-14.535.2-2	Administration	0000	régularisation MONP PP	20 978 178	51-14.521.1-2	Exécution budgétaire	0000
91-25.850.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	23 253 823	91-25.836.1-2	25.836.02.1.1.Operateur Hôpital Sino-Gabonais	0000
22-19.682.2-2	Administration	0000	régularisation MONP	3 492 234	22-19.668.4-2	Cour d'Appel administrative de Libreville	0000
SOUS TOTAL TITRE 2				1 011 997 567			

Virement à fin septembre 2017							
SOURCE			OBJET DU VIREMENT	DESTINATION			
IMPUTATION BUDGETAIRE	LIBELLE	PC		MONTANT VIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	LIBELLE	PC
TITRE 4							
51-30.999.1-4	Dotation pour dépenses de pensions	0000	prise en charge des pensions.	27 000 000 000	51-20.703.1-4	Régime général des retraites	0000
SOUS TOTAL TITRE 4				27 000 000 000			
TITRE 5							
31-7.318.1-5	Equipements militaires	0000	Virement des crédits pour la prise en charge des dépenses d'investissement du prytanée militaire.	200 000 000	31-7.339.2-5	Prytanée militaire	0000
SOUS TOTAL TITRE 5				200 000 000			
TOTAL GENERAL				28 211 997 567			

Fongibilité

Fongibilité à fin septembre 2017			
Titre 2			
Programme source	OBJET	Montant	Programme destination
7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	OBJET : Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le	327 500	7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale
15.577:Logement	Répartition des dépenses de personnel	12 914 667	15.577:Logement
16.619:Pilotage et Soutien aux politiques industrielles et minières	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier	327 500	16.619:Pilotage et Soutien aux politiques industrielles et minières
9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts	Répartition des dépenses de personnel	7 788 000	9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts
22.752:Protection et promotion de la famille	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier	2 044 000	22.752:Protection et promotion de la famille
15.577:Logement	Répartition des dépenses de personnel	12 914 667	15.577:Logement
18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier	2 248 500	18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs
22.752:Protection et promotion de la famille	Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le dernier	2 719 500	22.752:Protection et promotion de la famille
19.682:Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains	OBJET : Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le	840 000	19.682:Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains
28.906:Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat	OBJET : Rééquilibrage de 61 unités opérationnelles relatives aux traitements et salaires de la MONP pour le	840 000	28.906:Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat
15.577:Logement	Répartition des dépenses de personnel	12 914 667	15.577:Logement
15.577:Logement	Répartition des dépenses de personnel	12 914 667	15.577:Logement
9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts	Répartition des dépenses de personnel	7 572 000	9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	1 162 834 663	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
15.577:Logement	Répartition des dépenses de personnel	12 914 667	15.577:Logement
14.542:Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques	régularisation MONP	612 500	14.542:Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	31 152 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
16.619:Pilotage et Soutien aux politiques industrielles et minières	régularisation MONP	1 310 000	16.619:Pilotage et Soutien aux politiques industrielles et minières
18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs	régularisation MONP	8 994 000	18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	359 970 090	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
19.682:Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains	régularisation MONP	3 360 000	19.682:Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains
2.157:Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	régularisation MONP	3 227 500	2.157:Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité

Titre 2			
Programme source	OBJET	Montant	Programme destination
22.752:Protection et promotion de la famille	régularisation MONP	8 560 000	22.752:Protection et promotion de la famille
22.752:Protection et promotion de la famille	régularisation MONP	12 580 000	22.752:Protection et promotion de la famille
22.759:Solidarité sociale	régularisation MONP	1 316 654	22.759:Solidarité sociale
22.759:Solidarité sociale	régularisation MONP	9 000	22.759:Solidarité sociale
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	11 052 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
22.759:Solidarité sociale	régularisation MONP	21 000	22.759:Solidarité sociale
15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie	Répartition des dépenses de personnel	3 792 000	15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie
29.927:Pilotage et Soutien à la politique Travail et de l'Emploi	régularisation MONP	2 264 000	29.927:Pilotage et Soutien à la politique Travail et de l'Emploi
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	1 143 584 258	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
6.290:Culture	régularisation MONP	19 000	6.290:Culture
7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	régularisation MONP	1 310 000	7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale
7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	régularisation MONP	70 000	7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	14 772 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
9.409:Pilotage et Soutien à la politique de l'Economie Forestière	régularisation MONP	2 370 500	9.409:Pilotage et Soutien à la politique de l'Economie Forestière
22.752:Protection et promotion de la famille	régularisation MONP	14 610 000	22.752:Protection et promotion de la famille
1.122:Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon	régularisation MONP	6 503 000	1.122:Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon
15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie	Répartition des dépenses de personnel	65 250 000	15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie
28.906:Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat	régularisation MONP	3 360 000	28.906:Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat
18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs	régularisation MONP	2 778 000	18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	698 434 872	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
10.437:Pilotage et Soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	régularisation MONP	133 391	10.437:Pilotage et Soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat		16 452 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
13.500:Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	régularisation MONP	548 000	13.500:Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale
13.500:Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	régularisation MONP	629 000	13.500:Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale
13.514:Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entrepreneuriat et du commerce	régularisation MONP	6 060 000	13.514:Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entrepreneuriat et du commerce
15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie	Répartition des dépenses de personnel	31 788 000	15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie
9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts	Répartition des dépenses de personnel	9 372 000	9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	18 468 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	7 416 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts	Répartition des dépenses de personnel	4 032 000	9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	7 512 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	9 216 000	14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat
14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	régularisation MONP PP	28 864 062	14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	régularisation MONP PP	3 227 159	14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
Sous total titre 2			3 797 114 984
TITRE 3			
Programme source	OBJET	Montant du transfert	Programme bénéficiaire
26.864:Police Nationale	transfert prise en charge dépenses des force de police national.	50 000 000	26.864:Police Nationale
30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique	fongibilité pour la prise en charge des dépenses relatives à la prise en charge de la sécurisation de la ville de Libreville.	178 000 000	30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique
14.549:Gestion fiscale	Fongibilité de crédits pour la prise en charge de la rallonge budgétaire accordée au Bureau Extérieur des Douanes de Paris.	50 000 000	14.549:Gestion fiscale

TITRE 3			
Programme source	OBJET	Montant du transfert	Programme bénéficiaire
30.976:Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation	Fongibilité des crédits pour la prise en charge des arriérées de maisons mortuaires et frais d'hospitalisation.	551 000 000	30.976:Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation
25.836:Offre et accès aux soins	fongibilité de crédits pour la prise en charge de l'appui budgétaire accordé au CHR d'Oyem.	80 800 000	25.836:Offre et accès aux soins
30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique	Transfert prise en charge élection sénatoriale partielle à oyem.	55 000 000	30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique
28.899:Modernisation de l'Etat	Modifications budgétaires pour la prise en charge de l'audit sur les entités administratives relevant des affaires foncières.	53 219 090	28.899:Modernisation de l'Etat
8.360:Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	Transfert prise en charge mission de l'ancien premier ministre Paulin Obame Nguéma.	38 732 100	8.360:Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale
Sous total titre 3			1 056 751 190
Titre 4			
Programme source	OBJET	Montant	Programme bénéficiaire
8.353:Coordination des politiques urbaines	Fongibilité pour la prise en charge du reliquat de mission	3 000 000	8.353:Coordination des politiques urbaines
22.759:Solidarité sociale	Fongibilité pour la prise en charge des activités de la Direction Générale du Bien être.	20 145 000	22.759:Solidarité sociale
Sous total titre 4			23 145 000
Titre 5			
Programme source	OBJET	Montant	Programme bénéficiaire
3.164:Agriculture	Transfert de crédit erreur de mise en place.	125 000 000	3.164:Agriculture
7.318:Equipement des forces	Changement de poste comptable pour les travaux en régie du Prytanée Militaire.	200 000 000	7.318:Equipement des forces
15.591:Equipement et infrastructures	transfert pour la prise en charge de l'entretien routier.	6 925 950 000	15.591:Equipement et infrastructures
Sous total titre 5			7 250 950 000
Total Général			12 127 961 174

Annexe 6 : Présentation détaillée des dépenses par missions/programmes (en F.CFA)

Mission/Programme	LF 2017	Crédit réparti LF	Total Engagement	Montant Ordonnance
1:Action extérieure du Gabon	21 043 865 011	20 369 744 941	14 055 969 602	13 683 841 016
1.101:Affaires Etrangères	15 240 558 320	14 678 203 322	13 050 018 411	12 679 684 575
1.108:Intégration africaine et Coopération internationale	857 627 093	794 746 021	117 082 551	117 082 551
1.115:Affaires consulaires	738 901 292	708 890 446	688 292 240	688 292 240
1.122:Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon	4 149 910 827	4 133 881 047	183 397 600	181 602 850
1.129:Gabonais de l'étranger	56 867 480	54 024 106	17 178 800	17 178 800
10:Communication	33 077 556 239	31 222 081 778	4 134 676 468	4 046 022 582
10.416:Economie numérique	16 928 313 284	15 304 597 214	1 732 820 546	1 681 697 415
10.423:Communication	2 018 178 711	1 891 770 020	1 659 231 236	1 637 191 236
10.430:Poste	817 007 609	739 226 009	38 069 068	36 969 068
10.437:Pilotage et Soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	13 314 056 636	13 286 488 536	704 555 618	690 164 863
11:Education nationale	200 148 521 275	196 363 169 525	20 286 352 399	17 669 695 003
11.444:Enseignement pré-primaire et primaire	87 078 357 191	86 685 857 191	3 864 006 605	3 124 390 349
11.451:Enseignement secondaire	87 965 814 080	84 919 410 380	13 953 987 178	12 694 939 315
11.458:Enseignement technique et professionnel	10 868 636 070	10 576 136 070	2 133 856 371	1 515 863 094
11.465:Pilotage et Soutien à la politique de l'éducation nationale	14 235 713 934	14 181 765 884	334 502 245	334 502 245
12:Enseignement supérieur et recherche scientifique	98 646 109 515	91 732 194 016	58 570 402 059	58 560 841 588
12.472:Enseignement supérieur	20 195 151 232	19 300 130 200	9 332 931 697	9 330 560 082
12.479:Recherche scientifique et innovation	14 014 494 034	13 994 494 034	462 363 029	462 363 029
12.486:Vie de l'étudiant	62 946 647 095	56 952 752 628	48 742 150 317	48 742 150 317
12.493:Pilotage et Soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1 489 817 154	1 484 817 154	32 957 016	25 768 160

Mission/Programme	LF 2017	Crédit réparti LF	Total Engagement	Montant Ordonnance
13:Entreprenariat et commerce	10 668 152 978	10 357 807 415	1 257 314 140	1 248 973 240
13.500:Promotion de l'entreprenariat, de l'artisanat et économie sociale	832 389 387	799 832 188	182 758 504	176 888 504
13.501:Pilotage et soutien aux politiques de promotion des petites et moyennes entreprises et de l'entreprenariat national	50 000 000	47 500 000	23 559 069	23 559 069
13.507:Promotion des échanges	1 960 662 359	1 945 655 209	352 757 402	351 786 502
13.514:Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entreprenariat et du commerce	7 825 101 232	7 564 820 019	698 239 165	696 739 165
14:Gestion des finances publiques	373 728 375 579	368 689 585 510	187 711 398 180	186 925 249 411
14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	12 904 152 981	12 515 904 589	25 331 746 885	25 221 800 794
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	10 352 253 933	10 257 253 933	7 171 972 706	7 170 587 706
14.535:Gestion du contentieux de l'Etat	15 793 544 039	15 021 044 039	2 901 403 396	2 896 403 396
14.542:Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques	5 341 852 781	5 286 852 781	1 550 522 944	1 545 522 944
14.549:Gestion fiscale	78 078 016 060	74 398 174 384	6 231 277 577	5 591 168 607
14.556:Engagements financiers de l'Etat	249 047 660 870	249 047 660 870	144 049 872 219	144 049 872 219
14.563:Gestion de la dette	1 474 081 274	1 436 381 274	310 653 634	300 653 635
14.570:Gestion de la commande publique	736 813 641	726 313 641	163 948 819	149 240 110
15:Constructions, logements et équipements collectifs	252 041 776 165	228 099 299 144	30 391 583 845	30 375 863 851
15.577:Logement	734 586 516	689 742 516	287 971 255	287 971 255
15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie	3 556 712 730	3 326 115 330	828 927 179	827 947 181
15.591:Equipement et infrastructures	240 794 060 241	217 141 024 620	28 834 640 572	28 834 640 572
15.595:Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	4 235 932 359	4 231 932 359	147 353 499	147 353 499
15.598:Pilotage et soutien aux politique des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	2 720 484 319	2 710 484 319	292 691 340	277 951 344

Mission/Programme	LFR 2017	Crédit réparti LFR	Total Engagement	Montant Ordonnance
16:Industrie et mines	6 372 433 949	6 300 585 102	585 972 671	584 594 948
16.605:Gestion et contrôle des activités minières	3 138 611 381	3 109 393 134	100 325 943	98 948 220
16.612:Régulation et stratégie industrielle	1 321 780 909	1 282 900 310	402 660 664	402 660 664
16.619:Pilotage et Soutien aux politiques lindustrielles et minières	1 912 041 658	1 908 291 658	82 986 064	82 986 064
17:Transports	20 941 274 601	19 514 603 001	4 924 948 618	4 916 748 618
17.626:Transports terrestre	14 840 757 914	13 481 230 614	4 543 184 135	4 543 184 135
17.633:Transport aérien et par voie d'eau	2 369 237 810	2 309 093 510	260 778 833	259 878 833
17.640:Pilotage et Soutien à la politique de transports	3 731 278 877	3 724 278 877	120 985 650	113 685 650
18:Jeunesse, Sports et Loisirs	17 165 693 531	15 769 231 731	1 612 986 528	1 545 851 528
18.647:Sports et loisirs	14 069 942 409	12 783 261 409	871 660 513	807 560 513
18.654:Jeunesse et vie associative	661 652 415	625 371 615	146 745 010	145 710 010
18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs	2 434 098 707	2 360 598 707	594 581 005	592 581 005
19:Justice	24 285 665 391	24 099 771 991	3 352 955 188	3 352 527 680
19.668:Justice judiciaire et administrative	8 897 938 535	8 775 795 135	2 116 905 083	2 116 905 083
19.675:Administration pénitentiaire	3 128 650 556	3 081 150 556	463 618 753	463 618 753
19.682:Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains	11 926 190 103	11 918 440 103	709 977 916	709 977 916
19.689:Culture des droits de l'Homme et égalité des chances	177 290 998	174 290 998	15 553 750	15 553 750
19.694:Egalité des Chances	50 000 000	47 500 000	4 274 999	4 274 999
19.696:Pilotage et Soutien à la politique de l'égalité des chances et des gabonais de l'étranger	105 595 199	102 595 199	42 624 687	42 197 179
2:Administration du territoire	26 720 023 810	24 710 165 343	10 224 898 580	10 172 655 853
2.136:Administration territoriale	6 296 056 576	6 089 371 653	2 457 379 682	2 408 868 955
2.143:Décentralisation	17 958 228 342	16 177 205 909	7 319 038 119	7 318 438 119
2.150:Prévention et gestion des catastrophes	141 251 359	136 648 448	69 434 000	69 434 000
2.157:Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	2 324 487 533	2 306 939 333	379 046 779	375 914 779
20:CAS-Pensions	24 602 000 000	24 602 000 000	43 626 000 000	43 626 000 000
20.703:Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat	24 602 000 000	24 602 000 000	43 626 000 000	43 626 000 000

Mission/Programme	LFR 2017	Crédit réparti LFR	Total Engagement	Montant Ordonnance
21:Pouvoirs publics	78 088 026 622	75 653 787 136	39 592 362 547	39 592 362 547
21.234:Cour de Cassation	3 018 735 004	2 996 235 004	280 547 538	280 547 538
21.241:Cour des Comptes	3 747 786 527	3 704 661 527	709 783 451	709 783 451
21.248:Conseil d'Etat	611 431 658	581 431 658	162 517 000	162 517 000
21.717:Présidence de la République	28 423 376 011	27 793 056 011	10 519 556 405	10 519 556 405
21.724:Assemblée Nationale	19 143 277 327	18 350 368 827	12 470 968 260	12 470 968 260
21.731:Sénat	15 159 325 820	14 581 507 820	10 753 132 652	10 753 132 652
21.738:Cour Constitutionnelle	7 984 094 275	7 646 526 289	4 695 857 241	4 695 857 241
22:Prévoyance sociale	47 435 787 385	46 101 909 485	10 838 374 848	10 686 132 036
22.752:Protection et promotion de la famille	5 698 640 764	5 625 262 864	1 183 799 246	1 164 719 246
22.759:Solidarité sociale	7 253 456 183	6 971 456 183	2 358 533 140	2 294 365 140
22.766:Protection sociale	34 383 690 439	33 410 190 439	7 230 798 907	7 169 613 000
22.773:Pilotage et Soutien à la politique de protection sociale	100 000 000	95 000 000	65 243 555	57 434 650
23:Provisions	11 804 973 080	11 099 140 305	-	-
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	11 804 973 080	11 099 140 305	-	-
24:Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	22 693 622 869	20 655 674 906	1 454 329 402	1 441 585 640
24.787:Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	2 050 109 507	1 884 759 507	182 674 500	182 674 500
24.794:Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	17 432 203 115	15 697 502 902	913 846 090	911 591 220
24.801:Gestion de la radioactivité	95 368 133	89 015 033	43 151 759	43 151 759
24.808:Pilotage et Soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	162 261 907	157 583 657	126 728 576	125 330 076
24.815:Gestion et contrôle des activités pétrolières	1 389 687 222	1 270 223 822	113 201 234	106 610 842
24.822:Pilotage et Soutien aux politiques pétrolière et d'hydrocarbures	1 563 992 986	1 556 589 986	74 727 243	72 227 243

Mission/Programme	LF 2017	Crédit réparti LF	Total Engagement	Montant Ordonnance
25:Santé	104 330 705 748	101 478 778 552	24 594 814 090	23 560 873 047
25.829:Prévention et sécurité sanitaire	18 245 798 562	18 137 175 002	1 758 381 405	1 740 940 361
25.836:Offre et accès aux soins	73 876 369 629	71 494 001 992	21 617 552 413	20 611 752 414
25.843:Lutte contre le SIDA	2 059 836 904	1 958 900 904	1 038 506 691	1 038 506 691
25.850:Pilotage et Soutien à la politique sanitaire et de la prévoyance sociale	10 148 700 655	9 888 700 655	180 373 581	169 673 581
26:Sécurité	46 137 016 074	45 733 016 074	1 757 815 244	1 757 815 244
26.857:Gendarmerie Nationale	4 546 286 077	4 496 286 077	574 730 492	574 730 492
26.864:Police Nationale	41 590 729 997	41 236 729 997	1 183 084 752	1 183 084 752
27:Stratégie économique	52 458 436 926	49 104 068 857	31 381 439 849	31 363 686 689
27.871:Elaboration et pilotage de la politique économique	42 568 348 903	39 497 980 334	2 323 164 392	2 320 664 392
27.878:Concurrence et Protection du consommateur	3 672 994 417	3 597 588 167	382 202 437	372 267 437
27.885:Pilotage et Soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	6 217 093 606	6 008 500 356	28 676 073 020	28 670 754 860
28:Fonction publique et modernisation de l'Etat	9 586 375 427	9 441 619 577	1 990 564 344	1 921 564 344
28.892:Fonction publique	4 822 688 532	4 722 432 682	1 431 495 655	1 431 495 655
28.899:Modernisation de l'Etat	403 498 672	386 498 672	178 647 410	178 647 410
28.901:Pilotage et soutien à la politique de réforme de l'Etat	50 000 000	47 500 000	47 500 000	2 000 000
28.906:Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat	4 310 188 223	4 285 188 223	332 921 279	309 421 279
29:Travail et emploi	44 825 876 021	41 070 546 981	8 750 548 008	8 571 312 431
29.913:Promotion de l'emploi et du travail décent	3 234 236 669	3 141 803 669	1 682 514 159	1 676 522 899
29.920:Formation professionnelle	38 883 974 718	35 224 328 678	6 806 994 326	6 635 850 009
29.927:Pilotage et Soutien à la politique Travail et de l'Emploi	2 707 664 634	2 704 414 634	261 039 523	258 939 523
3:Agriculture, élevage et pêche	10 195 145 098	9 834 250 646	2 730 072 181	2 585 119 963
3.164:Agriculture	3 897 180 238	3 812 607 188	1 499 474 174	1 366 175 175
3.171:Elevage	291 688 403	288 898 103	66 218 451	58 762 951
3.178:Pêche et aquaculture	739 808 468	724 838 468	347 668 830	347 471 111
3.185:Développement rural	2 126 075 600	1 921 561 598	454 642 903	454 642 903
3.192:Pilotage et soutien à la politique agricole	3 140 392 389	3 086 345 289	362 067 823	358 067 823

Mission/Programme	LFR 2017	Crédit réparti LFR	Total Engagement	Montant Ordonnance
30:Dépenses Transversales	120 770 980 205	111 660 181 195	24 316 597 554	24 119 703 444
30.934:Dotation pour dépenses d'utilité publique	18 321 089 000	17 405 034 550	1 106 350 000	1 106 350 000
30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique	23 500 000 000	22 125 000 000	10 704 998 437	10 704 998 437
30.948:Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	22 704 891 205	21 319 646 645	10 413 442 601	10 360 298 491
30.962:30.962:NVLFR	1 400 000 000	1 330 000 000	-	-
30.969:Dotation pour primes d'assurance	2 000 000 000	1 900 000 000	-	-
30.976:Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation	400 000 000	380 000 000	629 260 544	629 260 544
30.990:Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	-	-	-	-
30.995:Dotation pour fonds de développement provincial	18 000 000 000	16 200 000 000	-	-
30.997:Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	3 000 000 000	2 700 000 000	1 462 545 972	1 318 795 972
30.998:Dotation pour fonds d'études sectorielles	1 445 000 000	1 300 500 000	-	-
30.999:Dotation pour dépenses de pensions	30 000 000 000	27 000 000 000	-	-
31:Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation	3 954 449 333	3 792 579 333	1 179 969 139	1 179 969 139
31.250:Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	942 245 684	853 445 684	151 560 000	151 560 000
31.255:Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	667 299 628	657 299 628	113 645 000	113 645 000
31.260:Agence de Régulation de la Communication Electronique et de la Poste (ARCEP)	29 000 000	26 100 000	-	-
31.262:Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	1 288 690 546	1 265 190 546	536 863 500	536 863 500
31.280:Agence Gabonaise de Sureté et de Sécurité Nucléaire (AGSSN)	10 800 000	9 720 000	4 432 320	4 432 320
31.283:Commission Nationale de Droits de l'Homme	120 272 254	115 772 254	48 243 000	48 243 000
31.285:Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	10 900 000	9 810 000	-	-
31.291:31.291:Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel	685 241 221	665 241 221	325 225 319	325 225 319
31.295:Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	200 000 000	190 000 000	-	-

Mission/Programme	LF 2017	Crédit réparti LF	Total Engagement	Montant Ordonnance
32:CAS - Prestations familiales et sociales	18 500 000 000	18 500 000 000	14 737 000 000	14 737 000 000
32.985:Aide à l'enfance	18 500 000 000	18 500 000 000	14 737 000 000	14 737 000 000
33:CAS - Promotion du sport	7 708 157 727	7 322 749 841	10 539 000 000	10 539 000 000
33.233:Programme Sport pour Tous	792 222 220	752 611 109	10 539 000 000	10 539 000 000
33.235:Sport amateur, d'élite et professionnel	6 915 935 507	6 570 138 732	-	-
34:CAS-Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	4 375 633 039	4 010 996 952	-	-
34.433:Production des contenus audiovisuels	3 062 943 128	2 807 697 868	-	-
34.434:Production des contenus cinématographiques	1 312 689 911	1 203 299 085	-	-
35:CAS-Formation pour l'Emploi	6 432 000 000	5 896 000 000	-	-
35.923:Formation initiale	3 816 000 000	3 485 800 000	-	-
35.924:Formation continue	2 616 000 000	2 410 200 000	-	-
4:Aménagement du territoire et tourisme	1 997 516 759	1 978 645 809	386 629 207	382 377 207
4.199:Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	1 007 524 566	1 003 017 816	179 320 841	178 068 841
4.206:Tourisme	989 992 193	975 627 993	207 308 366	204 308 366
5:Conseil et Contrôle	4 924 473 045	4 844 073 045	1 928 107 244	1 928 107 244
5.213:Conseil Economique et Social (CES)	1 662 241 041	1 624 141 041	1 366 041 261	1 366 041 261
5.220:Conseil National de la Démocratie (CND)	1 871 791 396	1 851 791 396	299 410 000	299 410 000
5.227:Conseil National de la Communication (CNC)	1 316 842 808	1 297 542 808	222 617 233	222 617 233
5.269:Médiature	73 597 800	70 597 800	40 038 750	40 038 750
6:Culture et Education Populaire	3 337 068 291	3 253 972 691	754 222 223	740 222 223
6.290:Culture	2 741 383 796	2 661 211 046	705 514 840	691 514 840
6.297:Education populaire	595 684 495	592 761 645	48 707 383	48 707 383
7:Défense	157 031 588 286	154 932 027 940	7 734 847 114	7 724 963 678
7.311:Préparation et emploi des forces	17 373 471 850	17 303 427 308	919 851 209	919 851 209
7.318:Equipement des forces	45 840 485 316	44 211 353 383	668 683 417	658 799 981
7.325:Garde Républicaine	26 567 806 972	26 530 271 488	497 070 386	497 070 386
7.332:Vie du soldat	15 178 032 720	14 858 653 096	4 602 206 677	4 602 206 677
7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	52 071 791 427	52 028 322 666	1 047 035 425	1 047 035 425

Mission/Programme	LF 2017	Crédit réparti LF	Total Engagement	Montant Ordonnance
8: Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	9 128 476 321	9 065 403 821	14 513 761 112	14 425 984 027
8.346: Coordination du travail gouvernemental	1 436 257 797	1 422 464 497	13 557 050 944	13 469 496 659
8.353: Coordination des politiques urbaines	85 475 868	81 275 868	59 747 298	59 747 298
8.358: Promotion de la bonne gouvernance	798 713 398	793 817 898	30 032 614	30 032 614
8.360: Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	5 360 256 181	5 336 654 581	559 978 070	559 978 070
8.367: Relations avec le parlement et les institutions constitutionnelles	1 314 627 371	1 302 093 621	238 869 664	238 646 864
8.374: Pilotage et Soutien aux relations avec le parlement	133 145 707	129 097 357	68 082 522	68 082 522
9: Economie forestière et protection de l'environnement	11 521 812 635	11 287 073 316	3 349 197 034	3 349 047 034
9.381: Gestion Durable des Eaux et des Forêts	4 085 527 742	4 032 150 377	757 086 635	756 936 635
9.388: Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	81 955 814	79 455 814	5 887 677	5 887 677
9.395: Conservation de la biodiversité	1 730 113 624	1 577 323 624	2 190 430 006	2 190 430 006
9.402: Amélioration du cadre de vie et changement climatique	1 037 532 375	1 021 871 422	59 332 112	59 332 112
9.409: Pilotage et Soutien à la politique de l'Economie Forestière	4 586 683 080	4 576 272 080	336 460 604	336 460 604
Dépense de la solde			488 920 000 000	488 920 000 000
Finex à répartir			44 949 000 000	44 949 000 000
Total général	1 886 679 568 936	1 808 546 735 959	1 117 134 109 419	1 111 184 691 255

Source : DGBFiP

Annexe 7 : Présentation détaillée du budget de l'Etat par grande nature de dépenses (en F.CFA)

Titres et grandes natures	LFR	Montants ordonnancés au 30 septembre 2017
Titre 1. Charges financières de la dette	249 047 660 869	144 049 872 219
67. Intérêts et frais financiers sur la dette		144 049 872 219
Titre 2. Dépenses de personnel	710 000 000 000	541 708 841 065
66. Charges de personnel		541 708 841 065
66.11 Solde permanente		488 920 000 000
66.19 MONP et Autres rémunérations		52 788 841 065
Titre 3. Dépenses de biens et services	251 296 454 539	122 316 913 151
60. Achats des biens		11 200 140 590
61. Achats de services		47 464 841 372
Services déconcentrés et autonomies de gestion		63 651 931 189
Titre 4. Dépenses de transfert	191 213 000 000	195 917 424 439
63. Subventions et transferts		42 569 972 738
64. Transferts courants		71 737 977 459
Services déconcentrés et autonomies de gestion		81 609 474 242
Titre 5. Dépenses d'investissement	436 606 662 777	102 359 071 776
20. Immobilisations incorporelles		16 417 095 407
22. Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		56 093 128 524
23. Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		1 014 772 163
24. Equipements militaires		709 349 046
Services déconcentrés et autonomies de gestion		28 124 726 636
Titre 6. Autres dépenses	30 000 000 000	4 832 568 605
65. Autres charges		3 597 568 605
Services déconcentrés et autonomies de gestion		1 235 000 000
Total	1 868 163 778 185	1 111 184 691 255

Source : DGBFiP

Annexe 8 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de F.CFA)

	2017		
	LFR 2017	Exécution à fin septembre	Taux d'exécution
Charges de trésorerie et de financement			
Amortissement (dette extérieure)	478 935	68 266	14%
Emprunts extérieurs - courants	332 334	36 894	11%
Bilatéraux	53 202	2 855	5%
Multilatéraux	43 915	20 266	46%
Banques	115 449	13 773	12%
Marché international	119 768		0%
Emprunts extérieurs - arriérés	146 601	31 372	21%
Bilatéraux	16 847	4 812	29%
Multilatéraux	5 627	2 428	43%
Banques	124 127	24 132	19%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	158 968	129 257	81%
Intérieur - DGD	117 055	129 257	110%
Emprunts intérieurs - courants	117 055	117 882	101%
Banques	30 240	34 214	113%
Moratoires	23 295	33 290	101%
Divers	310	3 174	36%
Marchés financiers	63 210	47 204	75%
Emprunts intérieurs - arriérés	41 913	11 375	27%
Banques			
Moratoires	33 077	7 300	22%
Divers	8 836	4 074	46%
Autres amortissements	202 929	201 196	99%
Bons du Trésor Assimilables (BTA)			
Instances Trésor	97 852	137 659	141%
Arriérés de TVA	86 950	59 488	68%
Arriérés intérêts extérieurs	18 038	3 983	22%
Arriérés intérêts intérieurs	89	65	73%
Arriérés de SOGARA			
Correspondants du Trésor			
Attribution de produits	81 492	71 903	88%
Collectivités locales	23 982	31 164	130%
Opérateurs	29 599	34 885	118%
Contributions communautaires	9 891	5 854	59%
Autres	18 019	-	0%
Prêts et avances	51 005		0%
Fonds souverain de la RG	26 005		0%
Compte IMA (approvisionnement)			
Remboursement avances statutaires	25 000		0%
Total	973 329	470 621	48%
Ressources de trésorerie et de financement			
Tirages	898 093	234 168	26%
Tirages sur conventions en cours	227 054	44 949	20%
Tirages sur nouvelles conventions	54 164	0	0%
Tirages sur prêts programmes	616 875	189 219	31%
Emissions de titres publics	218 198	120 462	55%
Emissions de titres publics sur le marché international	119 768	112 462	94%
Emissions de titres publics sur le marché intérieur	98 430	8 000	8%
Financement bancaire			
Banque centrale			
Financement non bancaire	29 100	24 343	84%
Règlement arriérés fiscaux	29 100	24 343	84%
Total	1 145 392	378 974	33%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	172 063	-91 647	
Solde budgétaire global	-172 063	247 688	
Solde net	-	156 041	

Source : DGCPT

Annexe 9 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de F.CFA)

2017								
Recettes				Dépenses			Solde	
	LFR 2017	Montant encaissé à la fin du 3ème trimestre	Taux de réalisation		LFR 2017	Montant des paiements à la fin du 3ème trimestre	LFR 2017	Fin du 3ème trimestre
Compte "Pensions"	24 602	20 226	82%	Compte "Pensions"	24 602	43 626	-	- 23 400
Titre 3. Cotisations sociales	24 602	20 226	82%	Titre 4. Dépenses de transfert	24 602	43 626	-	- 23 400
Compte "Prestations familiales et sociales"	18 500	-	0%	Compte "Prestations familiales et sociales"	18 500	-	-	-
Titre 3. Cotisations sociales	18 500		0%	Titre 2. Dépenses de personnel	18 500	-	-	-
Compte "Promotion du sport"	7 708	9 539	124%	Compte "Promotion du sport"	7 708	10 539	-	- 1 000
Titre 1. Recettes fiscales	7 708	9 539	124%	Titre 4. Dépenses de transfert (hors	7 708	10 539	-	- 1 000
Compte "Promotion audiovisuelle et cinématographique"	4 376		0%	Compte "Promotion audiovisuelle et cinématographique"	4 376			-
Compte "Formation pour l'emploi"	6 432	56	1%	Compte "Formation pour l'emploi"	6 432			56
Total des recettes pour les comptes spéciaux	50 810	29 765	59%	Total des dépenses pour les comptes spéciaux	50 810	54 165	-	- 24 400

Source : DGCPT

Annexe 10 : Dépenses sociales (hors titre 2)

MATRICE DES DEPENSES SOCIALES									
FIN SEPT 2017									
MISSION	PROGRAMME/ACTION	TITR	Titre	CREDITS REPARTIS	TOT ENGA	ORDO	PAIEMENTS	TX	RAP
11. EDUCATION NATIONALE									
	11.444:Enseignement pré-primaire et primaire	3	3:3:dépenses de biens et	1 567 500 000	1 393 702 624	1 393 702 624	1 087 825 800	69%	305 876 824
	11.444:Enseignement pré-primaire et primaire	5	5:5:dépenses d'investissement	2 790 000 000	739 616 256	0	0	0%	0
	11.451:Enseignement secondaire	3	3:3:dépenses de biens et	7 124 999 999	6 261 508 001	6 210 064 001	3 229 633 251	45%	2 980 430 750
	11.451:Enseignement secondaire	4	4:4:dépenses de transfert	472 500 000	461 700 000	362 500 000	362 300 000	77%	200 000
	11.451:Enseignement secondaire	5	5:5:dépenses d'investissement	23 570 133 300	2 286 000 373	971 147 360	0	0%	971 147 360
	11.458:Enseignement technique et professionnel	3	3:3:dépenses de biens et	807 500 000	593 329 751	574 839 751	386 277 500	48%	188 562 251
	11.458:Enseignement technique et professionnel	5	5:5:dépenses d'investissement	2 250 000 000	626 993 277	9 000 000	9 000 000	0%	0
TOTAL MISSION 11. EDUCATION NATIONALE				38 582 633 299	12 362 850 282	9 521 253 736	5 075 036 551	13%	4 446 217 185

MISSION	PROGRAMME/ACTION	TITR	Titre	CREDITS REPARTIS	TOT ENGA	ORDO	PAIEMENTS	TX	RAP
22.PREVOYANCE SOCIALE									
MINISTERE									
	22.Prévoyance sociale	3	3:3:dépenses de biens et	503 499 996	708 583 275	420 479 346	209 711 850	42%	210 767 496
	22.Prévoyance sociale	4	4:4:dépenses de transfert	1 378 330 777	685 031 557	555 847 650	356 365 600	26%	199 482 050
									0
CNAMGS									
		4	4:4:dépenses de transfert	8 588 070 323	5 629 312 000	5 629 312 000	2 491 218 501	29%	3 138 093 499
									0
FNAS									
		4	4:4:dépenses de transfert	1 800 000 000	1 231 200 000	1 231 200 000	1 119 672 000	62%	111 528 000
CNAMGS (SANTE GEF)									
				15 883 000 000	15 883 000 000	15 883 000 000	11 923 000 000	75%	3 960 000 000
TOTAL MISSION 22.PREVOYANCE SOCIALE				28 152 901 095	24 137 126 832	23 719 838 996	16 099 967 951	57%	7 619 871 045

MISSION	PROGRAMME/ACTION	TITR	Titre	CREDITS REPARTIS	TOT ENGA	ORDO	PAIEMENTS	TX	RAP
25.SANTE									
25.829:Prévention et sécurité sanitaire									
	25.829.1:Vaccination	3	3:3:dépenses de biens et	27 266 570	17 366 316	9 866 318	0	0%	9 866 318
	25.829.2:Hygiène sanitaire	3	3:3:dépenses de biens et	49 152 306	16 130 170	16 130 170	0	0%	16 130 170
	25.829.3:Education et sensibilisation sur les pathologies	3	3:3:dépenses de biens et	16 113 838	10 575 000	7 975 000	700 000	4%	7 275 000
	25.829.4:Contrôle de la qualité des médicaments et des	3	3:3:dépenses de biens et	15 695 013	11 236 012	11 236 012	8 300 000	53%	2 936 012
	25.829.4:Contrôle de la qualité des médicaments et des	5	5:5:dépenses d'investissement	450 000 000	0	0	0	0%	0
	25.829.5:protection maternelle et infantile	3	3:3:dépenses de biens et	106 045 933	48 075 077	44 075 077	0	0%	44 075 077
	25.829.6:Prévention et lutte contre les maladies	3	3:3:dépenses de biens et	688 226 338	412 324 271	399 774 225	220 533 107	32%	179 241 118
	25.829.6:Prévention et lutte contre les maladies	4	4:4:dépenses de transfert	100 112 036	118 931 262	118 931 262	105 600 709	105%	13 330 553
25.836:Offre et accès aux soins									
	25.836.1:Développement, équipement et maintenance des infrastructures sanitaires	3	3:3:dépenses de biens et services	6 906 392 665	5 160 570 893	5 113 009 893	4 520 180 932	65%	592 828 961
	25.836.1:Développement, équipement et maintenance	4	4:4:dépenses de transfert	6 426 578 448	4 423 571 184	4 423 571 184	3 268 773 313	51%	1 154 797 871
	25.836.1:Développement, équipement et maintenance	5	5:5:dépenses d'investissement	10 413 325 980	6 475 644 189	5 475 644 189	2 300 000 000	22%	3 175 644 189
	25.836.2:Développement des ressources humaines du secteur sanitaire	3	3:3:dépenses de biens et services	1 428 956 113	979 327 482	955 706 012	663 425 139	46%	292 280 873
	25.836.2:Développement des ressources humaines du	4	4:4:dépenses de transfert	100 899 803	46 010 310	46 010 310	46 010 310	46%	0
	25.836.3:Accès au médicament et aux produits spécifiques	3	3:3:dépenses de biens et services	1 117 020 727	727 528 212	727 528 212	471 262 206	42%	256 266 006
	25.836.3:Accès au médicament et aux produits	4	4:4:dépenses de transfert	504 499	230 052	230 052	230 052	46%	0
	25.836.4:Transfert et évacuation sanitaires	3	3:3:dépenses de biens et	47 630 495	28 578 296	28 578 296	14 289 148	30%	14 289 148
25.843:Lutte contre le SIDA									
	25.843.1:Prévention et lutte multisectorielle contre le SIDA	3	3:3:dépenses de biens et services	222 606 384	7 999 426	7 999 426	0	0%	7 999 426
	25.843.1:Prévention et lutte multisectorielle contre le	4	4:4:dépenses de transfert	8 424 000	0	0	0	0%	0
	25.843.2:Prise en charge des malades du SIDA	3	3:3:dépenses de biens et	1 677 393 616	942 039 146	942 039 146	912 697 007	54%	29 342 139
TOTAL MISSION 25. SANTE				29 802 344 762	19 426 137 298	18 328 304 784	12 532 001 923	42%	5 796 302 861

MISSION	PROGRAMME/ACTION	TITR	Titre	CREDITS REPARTIS	TOT ENGA	ORDO	PAIEMENTS	TX	RAP
29:TRAVAIL ET EMPLOI									
	29.920:Formation professionnelle								
	29.920.1:Evaluation des formateurs et des autres personnels	3	3:3:dépenses de biens et services	503 500 000	319 213 821	297 278 555	149 426 735	30%	147 851 820
	29.920.1:Evaluation des formateurs et des autres	5	5:5:dépenses d'investissement	32 644 314 360	5 293 963 922	5 075 059 421	67 508 900	0%	5 007 550 521
	29.920.2:Formation professionnelle et Insertion des jeunes	3	3:3:dépenses de biens et services	95 000 000	87 534 500	73 633 500	73 633 500	78%	0
	29.920.3:Appui à l'enseignement privé	3	3:3:dépenses de biens et	19 000 000	12 250 000	6 750 000	6 750 000	36%	0
	TOTAL MISSION 29. TRAVAIL ET EMPLOI			33 261 814 360	5 712 962 243	5 452 721 476	297 319 135	1%	5 155 402 341
	TOTAL GENERAL			129 799 693 516	61 639 076 655	57 022 118 992	34 004 325 560	26%	23 017 793 432